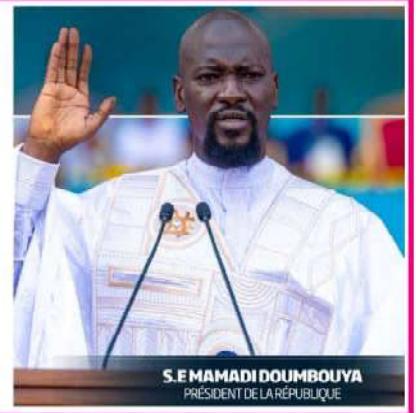


HOROYA

Quotidien national

"Aujourd'hui, je vous lance un appel : continuons d'unir nos forces, nos intelligences et nos talents pour construire notre pays"



N°8353 DU LUNDI 30 MARS 2026 * 65^{ème} ANNÉE www.horoya.net - horoya1958@gmail.com PRIX : 2000 GNF



ARSJPA

Quartier Bambéto, Immeuble ARPT, 6ème étage,
Commune de Ratoma, Conakry - Rép. Guinée
www.arsjpa.gov.gn
info@arsjpa.gov.gn
Tel : +224 612 13 03 03

**Jouez de manière responsable:
Contrôlez votre argent
Contrôlez votre Temps.**

NATION



Le gouvernement face à la crise de liquidité...

Le ministre des Transports et porte-parole du Gouvernement, Ousmane Gaoual Diallo, accompagné de la ministre de l'Environnement, a animé une conférence de presse vendredi 27 mars 2026. Plusieurs sujets majeurs ont été abordés : la crise de liquidité persistante, les projets d'aérodromes régionaux, la dissolution de partis politiques et l'organisation des élections législatives et communales prévues en mai. **P3**

DISCOURS DE POLITIQUE GENERALE

Le PM Bah Oury mise sur l'assainissement, l'énergie et le social



PP.4&5

GESTION DES ORDURES

Dixinn face aux réalités quotidiennes



P. 11

1XBET

JOUEZ MAINTENANT

1XGAMES

TOURS CHANCEUX,
GAINS ÉPIQUES



QHoroya
 Journal Horoya
www.horoya.net

POUR VOS ABONNEMENTS

Siège : Dans l'enceinte de la RTG Boulbinet - Kaloum
Tél: +224 664 633 212 / 623 693 886 - BP : 191 Conakry
E-mail : horoya1958@gmail.com

INFRASTRUCTURES

La Banque centrale inaugure son nouveau siège

La Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) a inauguré, mercredi, son nouveau siège au cœur de Kaloum, en présence du président de la République, des membres du gouvernement et d'une foule nombreuse venue assister à l'événement.



Lors de cette cérémonie solennelle, le gouverneur Karamo Kaba a souligné la portée historique de cette réalisation. Selon lui, l'inauguration intervient dans un contexte marqué par le démarrage du projet minier Simandou, considéré comme une étape majeure dans la transformation structurelle de l'économie guinéenne.

« Nous constatons aujourd'hui une croissance robuste, une inflation maîtrisée et un franc guinéen renforcé, signes tangibles d'une politique monétaire efficace et responsable », a-t-il déclaré.

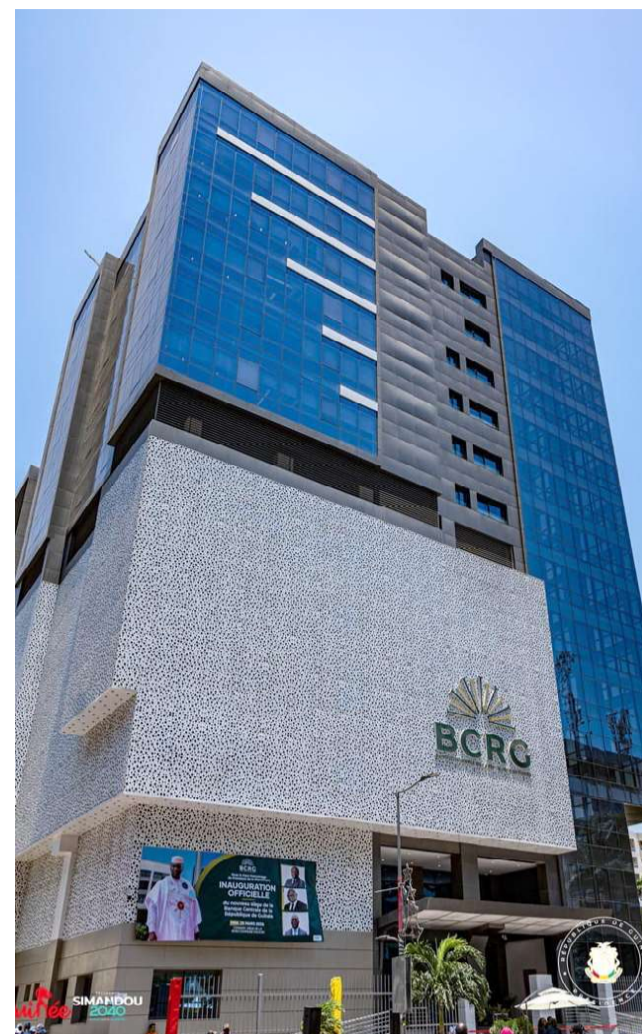
Le nouveau siège est présenté comme un symbole de souveraineté

et de modernisation institutionnelle, incarnant la volonté du Chef de l'État de doter la Guinée d'infrastructures solides et durables. Après l'ouverture des agences de Kankan et de Faranah,

ce bâtiment s'inscrit dans une stratégie globale de modernisation du système financier national.

Au-delà de sa dimension architecturale, l'édifice reflète une vision politique de long terme : celle d'une Guinée tournée vers l'innovation, l'excellence et le développement inclusif. Le gouverneur a salué le travail des architectes, ingénieurs, ouvriers et entreprises qui ont contribué à la réalisation de ce projet, citant notamment Bureau Veritas, AOC, TAS et EJICO.

« Cette infrastructure est un symbole de notre ambition, de notre responsabilité et de notre volonté de bâtir ensemble une Guinée forte et



moderne », a conclu Karamo Kaba, affirmant que ce siège marque une nouvelle étape dans la

refondation des institutions guinéennes.

Naby Moussa Soumah

MINES

Rio Tinto SimFer rassure sur l'évolution du projet Simandou

Lors de sa conférence de presse trimestrielle tenue le 26 mars dernier, la direction de Rio Tinto SimFer a présenté un bilan détaillé de l'avancement du projet Simandou. Ce rendez-vous a permis de mettre en lumière les progrès infrastructurels, les retombées socio-économiques et les engagements du groupe en matière de durabilité.

Des avancées majeures sur les infrastructures

Face aux médias, Chris Aitchison, directeur général de SimFer, et Aboubacar Koulibaly, directeur général de Rio Tinto Guinée, ont souligné que le projet progresse conformément au calendrier établi. Parmi les réalisations phares figure la construction de dizaines de kilomètres de voie ferrée reliant la mine aux plateformes logistiques.

Le volet maritime n'est pas en reste : les installations portuaires nécessaires à l'exportation du minerai avancent à un rythme soutenu. La direction a d'ailleurs confirmé la conformité des infrastructures avec le code international ISPS (International Ship and Port Facility Security), garantissant un niveau de sécurité optimal pour les futures opérations. Selon Chris Aitchison, ces éta-



pes confirment l'objectif stratégique : lancer les premières expéditions de minerai dans les délais prévus.

Impact socio-économique et contenu local

Au-delà de l'aspect technique, les responsables ont insisté sur l'emprise sociale du projet. Des milliers d'emplois ont déjà été créés, avec une priorité accordée à la main-d'œuvre locale et une féminisation croissante des postes à responsabilité.

Le groupe a également

évoqué des perspectives industrielles d'envergure, notamment des études de faisabilité pour la construction d'une raffinerie, le développement d'infrastructures sociales de proximité (écoles et hôpitaux), une politique stricte de « contenu local » pour intégrer les entreprises guinéennes à la chaîne de valeur.

Transparence, gouvernance et sécurité

Intervenant sur le cadre fiscal, Aboubacar Koulibaly a réaffirmé l'engagement du groupe en-

vers la transparence. Il a rappelé que les dispositions fiscales appliquées sont régies par des conventions publiques, alignées sur les meilleures pratiques internationales.

Enfin, la direction a tenu à adresser la question de la sécurité au travail, la qualifiant de « priorité absolue ». Suite aux incidents

signalés sur site, les dispositifs de prévention ont été renforcés pour garantir un environnement « zéro accident » à l'ensemble des collaborateurs.

En somme, cette sortie médiatique de Rio Tinto SimFer vient consolider la confiance des parties prenantes. Entre rigueur opérationnelle et responsabilité sociétale, le consortium affiche sa détermination à mener ce mégaprojet - l'un des plus importants au monde - à son terme, au bénéfice de l'économie guinéenne.

Ibrahima Sory Bangoura
Photos : Lamine Sylla

HOROYA
Quotidien national

BP: 191 Conakry, République de Guinée
E-mail: horoya1958@gmail.com Siège: Boulbinet - C. de Kaloum

DIRECTEUR GENERAL

Ibrahima Koné
Tél: 664 63 32 12 / 624 94 45 99
konesayon1@gmail.com

DIRECTRICE GENERALE ADJOINTE

Marie Louise Diallo
Tél: 623 69 38 86 marielouisediallo1@gmail.com

REDACTEUR EN CHEF

Amadou Kendessa Diallo
Tél: 622 48 10 45 kenssa2@gmail.com

SECRETARE GENERAL

Jean Marie Morgan
Tél: 622 26 97 26 morgan1535@gmail.com

RUBRIQUE POLITIQUE & ECONOMIE

Lansana Sarr 628 97 19 33
Th. Kalifatou Doumbouya 624 69 31 55

RUBRIQUE EDUCATION & SOCIETE

Balla Yombouno 628 74 23 08
Sékouba Kourouma 628 00 36 63

Tél: 628 97 19 33 sarrlansana93@gmail.com

RUBRIQUE CULTURE & SPORT

Maïmouna Bangoura 622 21 12 26
Ibrahima Sory Bangoura 625 21 78 24

CHEF SERVICE RESEAUX SOCIAUX

Mamadou Mouctar Diallo 622 32 39 58

CHEF SERVICE FABRICATION

Abdoulaye Alsény Bangoura
Tél: 664 00 44 47 abalbangou@gmail.com

RESPONSABLE SITE

Youssouf Hawa Kéïta Tél: 622 28 54 00

CHEF SAF

Aïssata Bilivogui 622 55 61 42

CHEF SERVICE COMMERCIAL & RECOURVEMENT

Diaka Sanoh Tél: 622 33 13 57

DISTRIBUTION

Alpha Saliou Diallo 628478037
Lébé Doré

ARCHIVES

Sââ Adolphe Kondano 627 99 64 74

PHOTO

Lamine Sylla 621 70 61 13

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Vers un partenariat renforcé avec la SFI

La coopération entre la Guinée et les institutions financières internationales franchit une nouvelle étape. A cet effet, une délégation de la Société Financière Internationale (SFI) filiale du Groupe de la Banque mondiale, conduite par son Directeur général, Maktar Diop, a été reçue par le Premier ministre, Amadou Oury Bah, le 26 mars dernier.



Cette visite s'inscrit dans une dynamique de consolidation du partenariat stratégique entre la Guinée et ses partenaires techniques et financiers. L'objectif est d'identifier des projets à fort impact, accélérer les réformes structurelles et soutenir durablement le développement du secteur privé.

Au centre des discussions figure notamment le programme SIMANDOU 2040, considéré comme un levier majeur de transformation économique. Il dépasse le seul cadre minier et ambitionne de structurer l'économie guinéenne autour d'infrastructures modernes, d'une industrialisation progressive et d'une meilleure intégration régionale.

En introduisant les échanges, la ministre de l'Économie, des Finances et du Budget, Mariame Ciré Sylla, a rappelé les principaux objectifs de la mission. Elle a insisté sur la nécessité de renforcer le climat des affaires, d'identifier de nouvelles opportunités d'investissement et d'accompagner efficacement les priorités de développement définies par le Gouvernement.

Maktar Diop appelle à une accélération des réformes

Prenant la parole, Maktar Diop a exprimé son attachement particulier à la Guinée, évoquant des liens personnels anciens avec le Premier ministre. Mais au-delà de cette dimension, il a surtout insisté sur l'urgence d'agir.

Selon lui, la Guinée se situe aujourd'hui à un tournant décisif de son histoire économique. « Le pays est à un point d'inflexion qui nécessite une accélération des réformes et une mise en œuvre rapide des projets struc-

turents », a-t-il souligné en substance.

Le Directeur général de la SFI a plaidé pour une traduction concrète et mesurable de la vision portée par Simandou 2040. Il a ainsi proposé plusieurs axes prioritaires, parmi lesquels le développement des infrastruc-

tures rurales pour soutenir l'agriculture, l'ouverture accrue du secteur énergétique aux investissements privés, ainsi que le renforcement du numérique.

Il a également insisté sur la nécessité de faire émerger des champions locaux, capables de porter la croissance et de struc-

turer un tissu économique national solide et résilient.

Le Gouvernement réaffirme son engagement

En réponse, le Premier ministre a salué la qualité des échanges et réaffirmé l'engagement du Gouvernement à poursuivre les réformes engagées. Amadou Oury Bah a rappelé que la Guinée traverse actuellement une phase de transformation profonde, qui exige des actions à la fois ambitieuses et pragmatiques.

Le Chef du Gouvernement a mis en avant plusieurs chantiers prioritaires, notamment le développement des pistes rurales, la réforme du secteur énergétique, l'accélération de la transition numérique et le soutien accru au secteur privé.

Il a également insisté sur un enjeu crucial : la structuration des projets. « La qualité des études de faisabilité, la mobilisation des financements et la solidité de l'ingénierie technique sont déterminantes pour garantir le succès des investisse-

ments », a-t-il souligné.

Des projets structurants pour transformer l'économie

Au-delà des réformes, les discussions ont également porté sur les grands projets en cours, appelés à redessiner le paysage économique du pays. Le Premier ministre a notamment évoqué le programme de développement du Grand Nord, ainsi que le corridor Simandou. Ces initiatives stratégiques visent à renforcer les infrastructures de transport, à améliorer la connectivité et à stimuler les échanges commerciaux, tant au niveau national que régional.

À terme, elles devraient contribuer à diversifier l'économie guinéenne, à créer des emplois et à renforcer l'attractivité du pays pour les investisseurs internationaux.

Cette rencontre marque ainsi une étape importante dans la consolidation du partenariat entre la Guinée et la SFI. Elle ouvre la voie à une intensification des investissements et à une accélération des réformes, dans une perspective de développement durable et inclusif.

Alhassane Barry

NATION

Le gouvernement face à la crise de liquidité et aux défis politiques

Le ministre des Transports et porte-parole du Gouvernement, Ousmane Gaoual Diallo, accompagné de la ministre de l'Environnement, a animé une conférence de presse vendredi 27 mars 2026. Plusieurs sujets majeurs ont été abordés : la crise de liquidité persistante, les projets d'aérodromes régionaux, la dissolution de partis politiques et l'organisation des élections législatives et communales prévues en mai.

Une crise de liquidité persistante

Ousmane Gaoual Diallo a reconnu l'ampleur de la crise de liquidité qui touche le pays. Selon lui, un conseil interministériel s'est tenu récemment pour trouver des solutions, avec la participation des acteurs bancaires et économiques.

Le ministre a souligné les efforts du gouvernement : « En 2025, 66 milliards de francs guinéens avaient été mis à disposition des banques au premier trimestre. En 2026, ce sont près de 900 milliards qui ont été débloqués. Pourtant, la circulation de l'argent reste difficile, ce qui signifie que les fonds sont immobilisés quelque part. »

Les projets d'aérodromes régionaux

Concernant les infrastructures, le ministre des Transports a évoqué les retards dans la mise en service des aérodromes régionaux.



aux. Les difficultés administratives liées au décaissement des fonds ont freiné le projet, mais il a assuré que les installations seraient bientôt disponibles pour la population une fois les paiements réglés.

Dissolution des partis politiques

La ministre de l'Environnement a rappelé que les partis dissous peuvent se réorganiser, à condition de respecter la loi. Elle a invité les formations politiques

à se mettre rapidement en conformité.

Élections législatives et communales du 24 mai 2026

Mme Djami Diallo, porte-parole adjointe du Gouvernement, a précisé que l'organisation technique des élections relève de la Direction générale des élections. Le rôle du gouvernement sera d'assurer le financement, la logistique et la sécurité.

« L'objectif est de garantir des élections libres, transparentes et apaisées, permettant à chaque citoyen de s'exprimer dans un climat de confiance », a-t-elle déclaré, insistant sur la nécessité d'une collaboration avec les partis politiques, la société civile, les médias et les institutions internationales.

Ibrahima Kalil Sylla & Naby Moussa Soumah

DISCOURS DE POLITIQUE GENERALE

Le PM Bah Oury mise sur l'assainissement, l'énergie et le social

Le Premier ministre, Amadou Oury Bah, a présenté le mercredi 25 mars les grandes lignes de la politique gouvernementale devant les conseillers nationaux du Conseil National de la Transition (CNT). Entre urgences climatiques, défis énergétiques et réformes sociales, le chef du gouvernement affiche ses ambitions.

Vers la fin de la décharge de la Minière

Le dossier noir de la capitale reste l'insalubrité. Face aux conseillers du CNT, Amadou Oury Bah a reconnu que l'assainissement est devenu un problème « épuisant » pour la population, particulièrement à Conakry.

S'inspirant du modèle ivoirien avec la réhabilitation de la décharge d'Akwédo à Abidjan, le Premier ministre a promis des mesures radicales pour la décharge de la Minière : « Nous sommes avancés dans l'opérationnalisation de sa fermeture. Nous voulons en faire un lieu d'exception, à l'image de ce qu'ont réussi les autorités ivoiriennes. »

Énergie, le cap sur le solaire

Sur le front de l'électricité, le constat est plus amer. Le Pre-



mier ministre a déploré la lenteur des projets solaires, cruciaux pour sortir de la dépendance aux énergies fossiles.

« Depuis trois ans, aucun projet n'a vu le jour. On s'enferme dans les études et les chiffres alors que la nation est dans l'ur-

gence », a-t-il martelé, appelant à traiter les dossiers d'intérêt national avec plus de célérité.

Consolider les acquis de la santé et de l'éducation

Côté social, le chef du gouvernement s'est félicité de la re-

connaissance internationale des performances guinéennes en matière de santé (vaccination, réduction de la mortalité). Il a notamment mis en avant la construction de centres de santé améliorés le long des corridors routiers pour une prise en charge rapide des accidents de

la circulation.

Concernant l'éducation, Amadou Oury Bah a réitéré sa volonté de pérenniser les réformes en cours pour garantir un système éducatif performant tant pour les élèves que pour les étudiants.

La souveraineté des institutions selon le CNT

En clôture, le président du CNT, Dr Dansa Kourouma, a salué le discours du Premier ministre tout en posant une condition à la force de l'État : la fin des locations pour les institutions républicaines.

« À part la Cour Suprême, presque toutes nos institutions sont locataires. Pour qu'elles exercent leurs missions en toute dignité, elles doivent avoir leurs propres sièges », a-t-il insisté, citant l'exemple du futur siège de l'Assemblée nationale à Koloma.

Aboubacar II Sylla

EDUCATION ET SANTE

Simandou 2040, moteur de croissance

Devant les conseillers nationaux, le corps diplomatique et les membres de son cabinet, le Premier ministre Amadou Oury Bah a livré un discours empreint de clarté républicaine. À la tribune, il a salué la normalisation politique du pays, marquée par le référendum constitutionnel de septembre 2025 et l'élection présidentielle de décembre de la même année. « Les objectifs de la transition ont été pour l'essentiel atteints », a-t-il affirmé.

Cette stabilisation institutionnelle a permis à la Guinée de retrouver sa place au sein de la CEDEAO, de l'Union Africaine et de l'OIF. Un retour accompagné d'un regain de crédibilité économique : la richesse nationale a bondi de 51,2 % pour atteindre 36 milliards de dollars, tandis que la note souveraine du pays (B+) affiche désormais une perspective positive.

Au cœur de cette dynamique, le programme Simandou 2040, adopté début mars, ambitionne de transformer l'économie guinéenne sur quinze ans. Les objectifs sont colossaux : une croissance annuelle moyenne de 10,3 %, la création de 5 millions d'emplois et 330 milliards de dollars d'investissements, dont 75 milliards dès la première phase d'ici 2030.

Le désenclavement du territoire constitue un axe majeur : 2 900 km d'autoroutes, 2 500 km de voies ferrées et 5 500 km de routes bitumées sont prévus

à l'horizon 2030.

Amadou Oury Bah a insisté sur la dimension humaine de ce projet. Vingt pour cent des recettes de la Compagnie du Transguinéen (CTG) seront consacrés à l'éducation. Dans le domaine de la santé, un investissement de 30 milliards de dollars est annoncé pour renforcer les acquis, notamment la couverture vaccinale, passée de 43 % à 67 %.

Vers une souveraineté numérique

La Guinée entend également s'imposer sur le terrain digital. Avec 12 000 km de fibre optique déjà déployés et un datacenter national de classe Tier III, le gouvernement vise une couverture numérique de 95 % du territoire d'ici 2040.

Un avenir démocratique à consolider

Le Premier ministre a conclu



en rappelant que l'ancrage démocratique se poursuivrait avec l'organisation prochaine des élections législatives et communales. « Gouverner, c'est désormais passer de la mémoire de l'action accomplie à l'orga-

nisation rigoureuse de l'avenir », a-t-il martelé.

Dans un pays encore majoritairement rural (61,3 %), le défi reste considérable. Mais avec 52 mégaprojets et 10 ré-

formes de rupture, le gouvernement entend démontrer que la Guinée ne se contentera plus de gérer son présent : elle construit sa puissance.

Sékouba Kourouma

DISCOURS DE POLITIQUE GENERALE

Le grand pari d'Amadou Oury Bah

Devant le Conseil National de la Transition (CNT), le Premier ministre Amadou Oury Bah a dévoilé, le mercredi 25 mars 2026, une feuille de route d'une grande ambition. Entre mégaprojets d'infrastructures et offensive numérique, le gouvernement parie sur une mutation structurelle pour redessiner la géographie économique du pays.



C'est un «grand oral» qui fera date. Devant les membres du CNT, le chef du Gouvernement a exposé une vision articulée autour d'un chiffre vertigineux : 100 milliards de dollars. Ce montant colossal doit financer un portefeuille de 52 mégaprojets et 10 réformes clés, visant à briser l'enclavement de la Guinée et à propulser son économie dans la modernité.

Le bitume et le rail pour faciliter la mobilité

Le constat est sans appel :

sans voies de communication, la richesse reste immobile. Pour y remédier, Amadou Oury Bah mise sur une transformation radicale du territoire. Le plan prévoit la réalisation de 2 900 kilomètres d'autoroutes pour fluidifier les échanges entre les grands centres urbains et les pays limitrophes, ainsi que 2 500 kilomètres de lignes ferroviaires. L'enjeu ? Acheminer les ressources des bassins de production vers les ports d'exportation tout en réduisant drastiquement des coûts logistiques qui ont longtemps freiné

le secteur privé.

Cette armature territoriale ne s'arrête pas aux axes majeurs. Le Gouvernement s'engage à connecter chaque capitale régionale à ses préfectures. D'ici 2030, l'objectif est d'atteindre 5 500 kilomètres de routes secondaires pour rapprocher l'administration des citoyens et désenclaver les zones rurales.

Souveraineté numérique et Intelligence Artificielle

Le volet technologique constitue l'autre jambe de cette politique. Si les bases sont posées

avec 12 000 kilomètres de fibre optique déjà déployés, l'ambition passe désormais à la vitesse supérieure. Avec la mise en service d'un datacenter national de classe Tier III et le rapatriement du nom de domaine national (.GN), la Guinée affirme sa volonté de contrôler ses propres données.

Le cap est fixé : 95 % de couverture numérique d'ici 2040. Cette stratégie s'appuie sur une valorisation de l'expertise locale et de la diaspora. Fort du succès du Transform Africa Summit organisé à Conakry en novem-

bre dernier, le pays se positionne désormais comme un acteur de poids dans les débats continentaux sur l'intelligence artificielle (IA).

Pour Amadou Oury Bah, le numérique n'est pas un luxe, mais un outil de « désenclavement virtuel » capable de connecter les terroirs les plus isolés aux opportunités mondiales. Reste désormais le défi de la mobilisation de ces 100 milliards pour transformer ce rêve en réalité. Avec le Président Mamadi Doumbouya, l'espoir est permis

Naby Camara

36 MILLIARDS DE DOLLARS DE PIB

Bah Oury dessine la nouvelle stature de la Guinée

Le 25 mars 2026, le Premier ministre Amadou Oury Bah a franchi un cap majeur de son action gouvernementale. Devant le Conseil National de la Transition (CNT), le Chef du Gouvernement a livré une Déclaration de Politique Générale (DPG) empreinte de sérénité et de détermination, portée par des indicateurs macroéconomiques qui attestent de la métamorphose en cours de l'économie guinéenne.

C'est un véritable plaidoyer pour la performance qu'a délivré Bah Oury face aux conseillers nationaux, au corps diplomatique et aux membres du gouvernement. Le chiffre clé de son allocution, salué par une assistance attentive, demeure l'accroissement spectaculaire des ressources domestiques.

« Les recettes publiques sont passées de 18 859 milliards de GNF en 2020 à 45 000 milliards en 2025 », a martelé le Premier ministre, soulignant une progression fulgurante de 139 %. Ce bond n'est pas le fruit du hasard, mais celui d'une « modernisation chirurgicale » des régies financières voulue par le Président de la République.

Par ailleurs, le chef du Gouvernement a mis en exergue l'impact salvateur de la transition numérique. Grâce au déploiement du Fichier Unique de Gestion Administrative et de la

Solde (FUGAS), l'État a réalisé une économie substantielle de plus de 246 milliards de GNF. Une bouffée d'oxygène financière qui, selon lui, garantit désormais une discipline budgétaire sans faille et une crédibilité renforcée auprès des institutions internationales.

Cette solidité se reflète également dans le nouveau visage de notre richesse nationale. S'appuyant sur le récent rebasage du PIB, Bah Oury a révélé que la richesse de la Guinée culmine désormais à plus de 36 milliards de dollars, soit une réévaluation stratégique de 51,2 %. « Cela révèle une économie guinéenne plus robuste, diversifiée et dynamique qu'estimée auparavant », a-t-il affirmé avec force.

Une trajectoire validée à l'international

L'autre victoire diplomatique et



financière citée par Amadou Oury Bah concerne la notation souveraine. Le maintien de la note à « B+ », avec une perspective passant de « Stable » à « Positive », vient acter le succès des réformes structurelles engagées. Ce signal envoyé aux marchés internationaux confirme que la destination Guinée est plus que jamais sûre et

attractive.

Si les agrégats macroéconomiques affichent une santé de fer, le Premier ministre a tenu à rassurer sur l'impact social de cette croissance. Pour Bah Oury, cette solidité financière est le socle indispensable au lancement de grands chantiers d'infrastructures.

En conclusion, il a promis que cette prospérité retrouvée irriguera désormais les secteurs prioritaires, transformant les chiffres de la croissance en bien-être tangible pour chaque citoyen guinéen. Le cap est fixé, l'ambition est claire : bâtir une nation résiliente et prospère.

N-Camara

26 MARS 2026

Lecture du Coran pour feu Ahmed Sékou Touré

Jeudi 26 mars 2026, la République de Guinée a rendu un vibrant hommage à son premier président, feu Ahmed Sékou Touré, à l'occasion du 42^e anniversaire de sa disparition. La cérémonie, marquée par la lecture du Saint Coran, a réuni parents, amis, collaborateurs et hauts cadres de l'administration, venus commémorer la mémoire du père de l'indépendance guinéenne.



Dr Condé Falaye, présenté comme un « fruit de la révolution », a rappelé l'importance de cette journée spéciale. Selon lui, Sékou Touré demeure une figure incontournable de l'histoire nationale, celui qui, dans sa jeunesse, a pris la décision solennelle de donner la souveraineté à la Guinée. « Même en prononçant son nom, vous ressentez une vibration. C'est une fierté pour les générations futures », a-t-il déclaré, invitant la jeunesse à consulter les archives pour mieux comprendre l'héritage du président.

Mohamed Arafan Kaba, membre de la grande famille du défunt, a insisté sur le caractère mémoriel de l'événement : « Au-delà d'un acte de reconnaissance,

c'est un devoir national. La famille biologique existe, mais Sékou Touré a toujours affirmé que la véritable famille était politique et idéologique. »

De son côté, Ahmed Camara, dit « Ahmed de Paris », homonyme du président, a exprimé sa fierté de participer à cette commémoration : « Cela fait 42 ans que le président Sékou Touré nous a quittés, mais chaque année nous constatons que l'homme est immortalisé à travers ses œuvres. » Il a également salué le courage du leader du PDG-RDA, qui a eu « l'audace de libérer la Guinée et de lui donner son indépendance ».

Cette journée de recueillement a rappelé que l'héritage de

Sékou Touré ne se limite pas à sa personne, mais englobe les acquis et les enseignements qu'il a légués à son peuple. Pour beaucoup, il reste une figure historique dont la mémoire continue de nourrir la conscience nationale. La cérémonie, marquée par la lecture du Saint Coran, a réuni parents, amis, collaborateurs et hauts cadres de l'administration, venus commémorer la mémoire du père de l'indépendance guinéenne.

Dr Condé Falaye, présenté comme un « fruit de la révolution », a rappelé l'importance de cette journée spéciale. Selon lui, Sékou Touré demeure une figure incontournable de l'histoire nationale, celui qui, dans sa jeunesse, a pris la décision solennelle

de donner la souveraineté à la Guinée. « Même en prononçant son nom, vous ressentez une vibration. C'est une fierté pour les générations futures », a-t-il déclaré, invitant la jeunesse à consulter les archives pour mieux comprendre l'héritage du président.

Mohamed Arafan Kaba, membre de la grande famille du défunt, a insisté sur le caractère mémoriel de l'événement : « Au-delà d'un acte de reconnaissance, c'est un devoir national. La famille biologique existe, mais Sékou Touré a toujours affirmé que la véritable famille était politique et idéologique. »

De son côté, Ahmed Camara, dit « Ahmed de Paris », homonyme du président, a exprimé

sa fierté de participer à cette commémoration : « Cela fait 42 ans que le président Sékou Touré nous a quittés, mais chaque année nous constatons que l'homme est immortalisé à travers ses œuvres. » Il a également salué le courage du leader du PDG-RDA, qui a eu « l'audace de libérer la Guinée et de lui donner son indépendance ».

Cette journée de recueillement a rappelé que l'héritage de Sékou Touré ne se limite pas à sa personne, mais englobe les acquis et les enseignements qu'il a légués à son peuple. Pour beaucoup, il reste une figure historique dont la mémoire continue de nourrir la conscience nationale.

Yakouba Traoré

MATAM

Aliou Badra Koné dresse un bilan de gestion

Après près de deux ans à la tête de la délégation spéciale de Matam, Aliou Badra Cheickna Koné a présenté mardi son bilan devant les forces vives de la commune. Réunis à la Maison de la Culture de Touguiwondy, responsables administratifs, syndicaux et communautaires ont assisté à un exercice de redevabilité marqué par des avancées notables dans la gouvernance locale, les infrastructures et la diplomatie communale.

Nommé le 15 avril 2024, Koné a placé son mandat sous le signe de la modernisation. Dès son arrivée, il a restructuré l'appareil communal et doté Matam d'une identité visuelle officielle, symbole d'une collectivité en pleine affirmation. « Ce bilan n'est pas celui du PDS, mais celui de la population », a-t-il insisté, rappelant que l'action publique ne prend sens qu'avec l'implication des citoyens.

Sur le plan social, la mairie a réglé les primes des agents compressés, mis à jour le fichier des contractuels et renforcé la transparence dans la gestion des marchés. Sur le plan technique, l'acquisition d'un groupe électrogène de 80 KVA et d'un transformateur a permis de mettre fin aux para-



lysis administratives dues aux délestages.

Matam s'est également ouverte à l'international : représentée au Sommet des BRICS

en Russie, au Salon des maires à Paris et au festival Bobo-Art au Burkina Faso, la commune a noué des partenariats pour l'aménagement paysager et

l'échange d'expertises.

Les réalisations infrastructurelles sont nombreuses : extension du centre de santé de Madina, rénovation de l'école primaire de Hermakono Mosquée, transformation de la Maison des Jeunes en Maison de la Culture – une première en Guinée –, construction de nouvelles infrastructures à Bonfi et Hermakono, ainsi qu'un bâtiment administratif R+1 de 16 bureaux.

L'innovation sociale s'est traduite par la création du COGEP (Comité de Gestion des Plaintes) pour désengorger les tribunaux, du CCFF (Conseil Communal des Femmes et Filles) pour l'autonomisation féminine, et par le renforcement de la Garde Communale.

Toutefois, le président de la délégation spéciale reste conscient des défis : dépendance financière vis-à-vis de l'État, besoins en assainissement et sensibilisation citoyenne sur la gestion des déchets.

Pour l'avenir, Matam mise sur l'actualisation de son Plan de Développement Local (2026-2031), avec des projets phares tels que l'adduction d'eau à Carrière, la construction d'une école franco-arabe à Bonfi et un soutien accru aux groupements de femmes. « Ce bilan n'est pas une fin en soi, mais un tremplin pour faire de Matam une commune pilote en Guinée », a conclu Aliou Badra Koné.

Sékouba Kourouma & Aboubacar II Sylla



MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU
DEVELOPPEMENT DURABLE
DIRECTION GENERALE DU FONDS DE
L'ENVIRONNEMENT ET DU CAPITAL NATUREL

FONDS DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CAPITAL NATUREL (FECAN) AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS

1- Dans le cadre de l'exécution de son Exercice budgétaire 2026, le Fonds de l'Environnement et du Capital Naturel (FECAN) envisage de passer les marchés de travaux, fournitures et les services courants.

2- Il lance un avis général de la passation des marchés publics et souhaite renforcer sa base de données de fournisseurs agréés principalement dans les domaines cités ci-dessous.

Conformément à l'article 20 du code des marchés publics, à l'attention des candidats potentiels et qui ne sont pas concernés par l'un des cas d'inéligibilité prévus à l'article 64 du même code.

3- Au titre des marchés des travaux :

- Les travaux de reboisement, mise en défends, sécurisation et autres formes de régénération (AOI) ;
- La construction et équipement du siège du FECAN (AOI)
- Le déguerpissement et la sécurisation des forêts urbaines et périurbaines (AOO)
- La restauration des zones dégradées et la gestion des feux de brousse (AOO)
- L'aménagement et l'entretien des forêts urbaines et périurbaines (AOI)
- La construction, l'aménagement et l'équipement des jardins botaniques (AOO)
- La construction, l'aménagement et l'équipement des Zoos dans les régions de la Basse Guinée, de la Haute Guinée et de la Guinée Forestière(AOO)
- La construction, la rénovation et équipement des maisons forestières au niveau déconcentré.

4- Au titre des Marchés de fournitures et prestation de services courants :

- Entretien et Réparation (AOO) ;
- Acquisition de fournitures et consommables (AOO); Assurance des engins roulants et assurance santé (A00) Acquisition de matériels, mobiliers et engins roulants (AOO) Nettoyage des locaux (DC)

Conception et hébergement d'un site web du FECAN (DC).

5- Au titre des Marchés de Prestations Intellectuelles :

- Organisation des ateliers, réunions et conférences sur l'éducation environnementales (SMC)
- Formation des cadres et agents du FECAN (SFQC)
- Frais de communication (médiat et internet)
- Elaboration du manuel de procédure du FECAN (SFQC)
- Elaboration du répertoire et la cartographie des Etablissements classés et les Forêts en exploitation (SFQC)
- Appui à la Direction Générale chargée de la protection de l'environnement marin et côtier (SFQC)
- Appui à la Direction Nationale chargée de la gestion des urgences et catastrophes environnementales (SFQC)
- Appui à la protection de la Faune Sauvage et des aires protégées (SMC)
- Frais de justice et d'actes contentieux (SFQC)

- Mise en place des pépinières et la recherche des semences et des essences locales (SFQC)
- Appui à la protection de la faune sauvage et des aires protégées (SMC)
- Appui à la recherche et au développement sur les feux de brousse (SMC)
- Organisation du Forum National sur les produits forestiers non ligneux (SFQC)
- Formation des cadres sur l'évaluation des produits forestiers non ligneux et le charbon (SFQC)
- Appui à la promotion du Biodigesteur en Guinée (SFQC)
- Frais de suivi et surveillance des normes environnementales (SFQC)
- Archivage et gestion des courriers électroniques (SFQC)
- Allocations aux ONG, aux Fondations, aux Collectivités décentralisées, aux groupements forestiers et autres organismes (parcs nationaux), aux projets environnementaux et forestiers (SFQC)
- Appui à la recherche et le développement sur la gestion des déchets dangereux (SFQC)
- Appui à la promotion et la valorisation des produits forestiers non ligneux (SFQC)
- Elaboration, actualisation, reproduction et diffusion des textes réglementaires en vigueur (SFQC)
- Organisation des journées mondiales sur l'Environnement (SMC)

Les candidats intéressés peuvent obtenir les informations supplémentaires auprès de la Personne Responsable des Marchés Publics du Fonds de l'Environnement et du Capital Naturel (FECAN).

Téléphone : 621 71 91 29 /Email : Moh.sysavane30@gmail.com

6- Le Fonds de l'Environnement et du Capital Naturel (FECAN) se réserve le droit de ne donner aucune suite à tout ou partie du présent Avis Général de la passation des Marchés, conformément aux dispositions de l'article 20 alinéa 2 du code des Marchés Publics.

Mode de passation	
AOO	Appel d'offres ouvert
AOI	Appel d'offres international
DC	Demande de cotation
SFQC	Sélection fondée sur la qualité et le coût
SMC	Sélection au moindre coût

Conakry le 26 / 03 / 2026



FODE TOURE

Authorité	FONDS DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CAPITAL NATUREL
Exercice budgétaire	2026
Bénéficiaire	DIRECTEUR GENERAL
Journaux de	J.O. (BO) ET REGISTRE INDICATIF
Authorité	DIRECTION GENERALE DU CONTROLE DES MARCHES PUBLICS

PLAN DE PASSATION DES MARCHES

MARCHES DE FOURNITURE SANS PRE QUALIFICATION

Numéro	Intitulé du Projet/Marché	Montant Budget GV	Code Budget	Type de Financement	N° Appel d'Offres	Méthodes de passation	Prévisions et Réalisations	Elaboration du BO	PHASE 1 : PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES				PHASE 2 : EVALUATION DES OFFRES				PHASE 3 : CONCLUSION ET NOTIFICATION DU MARCHÉ				PHASE 4 : EXECUTION	
									Non objection	Publication	Date limite	Ouverture	Non objection	Publication	Mise en forme	Non objection	Signature et	Approbation	Enregistrement	Notification	Date début	Date fin travaux
1	Entretiens et Réparations	31.330.301	FECAN	1	AOO	Prévisions Réalisations	06/04/26	11 3 20 ou 15 15 12 13	18/04/26	21/04/26	21/05/26	05/06/26	17/06/26	09/07/26	09/07/26	28/07/26	07/08/26	10/08/26	13/08/26	3 on 5	18/08/26	
2	Fournitures et biens courants	31.330.302	FECAN	2	AOO	Prévisions Réalisations	13/04/26	25/04/26	28/04/26	28/05/26	12/06/26	24/06/26	09/07/26	16/07/26	28/07/26	04/08/26	14/08/26	17/08/26	20/08/26	25/08/26		
3	Location et charge locative	31.330.302	FECAN	3	AOO	Prévisions Réalisations	20/04/26	02/05/26	05/05/26	04/06/26	19/06/26	01/07/26	16/07/26	23/07/26	04/08/26	11/08/26	21/08/26	24/08/26	27/08/26	01/09/26		
4	Assurance des engins roulants et assurance santé	31.330.302	FECAN	4	AOO	Prévisions Réalisations	01/05/26	13/05/26	16/05/26	15/06/26	30/06/26	12/07/26	27/07/26	03/08/26	15/08/26	22/08/26	01/09/26	04/09/26	07/09/26	12/09/26		
6	Acquisition de matériels, mobiliers et engins roulants	31.550.502	FECAN	5	AOO	Prévisions Réalisations	01/04/26	13/04/26	16/04/26	16/05/26	31/05/26	12/06/26	27/06/26	04/07/26	16/07/26	23/07/26	02/08/26	05/08/26	08/08/26	13/08/26		
7	Manifestations et Cérémonies	31.330.301	FECAN	6	AOO	Prévisions Réalisations	15/01/26	27/01/26	30/01/26	01/03/26	16/03/26	28/03/26	12/04/26	19/04/26	01/05/26	08/05/26	18/05/26	21/05/26	24/05/26	29/05/26		
	Coût Total																					

MARCHES DE FOURNITURES SANS REVUE PREALABLE PAR LA DGCMP / DEMANDE DE COTATION

Numéro	Intitulé du Projet/Marché	Montant Budget GV	Code Budget	Type de Financement	N° Appel d'Offres	Méthodes de passation	Prévisions et Réalisations	Elaboration du Dossier de Consultation	PHASE 1 : PROCEDURE DE CONSULTATION				PHASE 2 : EVALUATION DES OFFRES				PHASE 3 : CONCLUSION ET NOTIFICATION DU MARCHÉ				PHASE 4 : EXECUTION	
									AVP sur le	Transmission	Date limite	Ouverture	AVP sur le	Publication	Mise en forme	AVP sur le	Signature et	Enregistrement	Notification	Date début	Date fin travaux	
1	Frais de Voyage	3133001	FELAN	1	K	Prévision Réalisation	22/01/26	01/05/26	07/05/26	22/05/26	27/05/26	06/06/26	11/06/26	16/06/26	23/06/26	01/07/26	01/07/26	07/07/26	12/07/26			
2		3133001	FELAN	2	K	Prévision Réalisation	01/01/26	16/01/26	19/01/26	03/02/26	08/02/26	20/02/26	23/02/26	28/02/26	12/03/26	15/03/26	18/03/26	21/03/26	26/03/26			
	Coût Total																					

PLAN DE PASSATION DES MARCHES

MARCHES DE TRAVAUX SANS PRE QUALIFICATION

Autorité contractante :	FONDS DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CAPITAL NATUREL
Exercice budgétaire :	2026
Ordonnateur :	DIRECTEUR GENERAL
Journaux de publication de référence et site Internet :	J.O. HOROYA ET REGIONAL (N°9/CI/NE)
Autorité approbatrice :	DIRECTION GENERALE DU CONTROLE DES MARCHES PUBLICS

N°	Intitulé du Projet/Marché	Montant Budget CAF	Code Budget	Type de Financement	N° Appel d'Offres	Méthodes de passation	Prévisions et Réalisations	PHASE 1 : PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES										PHASE 2 : EVALUATION DES OFFRES					PHASE 3 : CONCLUSION ET NOTIFICATION DU MARCHÉ					PHASE 4 : EXECUTION	
								Non Objection sur DAO	Publication AAO	Date limite dépôt offres/ouverture des plis	Ouverture /évaluation des offres	Non Objection sur Rap. d'évaluation	Publication attribution/volet provisionnaire	Mise en forme du projet de contrat	Non Objection sur le projet de contrat	Montant du Contrat en CAF	Signature du marché	Approbation du contrat	Intégration /immatriculation du marché	Notification du marché approuvé	Date début travaux	Date fin travaux							
1	Reboisement, Mis en Défends, Sécurisation et autres formes de régénération.	31,550,501	FECAN	1	AOI	AOI	Prévisions	12/04/2026	5/05/2026	31/05/2026	30 mai 2026	6/20/2026	7/2/2026	7/17/2026	7/24/2026	8/12/2026	8/22/2026	8/25/2026	8/28/2026	8/28/2026	8/28/2026	8/28/2026	9/2/2026	9/2/2026					
2	Construction et équipements du siège du FECAN	31,550,502	FECAN	2	AOI	AOI	Réalisations	5/9/2026	5/12/2026	5/11/2026	6/26/2026	7/2/2026	7/23/2026	7/30/2026	8/11/2026	8/18/2026	8/28/2026	8/31/2026	9/3/2026	9/3/2026	9/3/2026	9/3/2026	9/8/2026	9/8/2026					
3	Déguepissement et sécurisation des forêts urbaines et périurbaines	31,550,501	FECAN	3	AOO	AOO	Prévisions	5/15/2026	5/18/2026	5/17/2026	7/2/2026	7/14/2026	8/5/2026	8/5/2026	8/12/2026	8/24/2026	8/24/2026	8/24/2026	8/24/2026	8/24/2026	8/24/2026	8/24/2026	8/24/2026	8/24/2026	8/24/2026	8/24/2026	8/24/2026		
5	Restauration des zones dégradées	31,550,501	FACAN	4	AOO	AOO	Réalisations	5/19/2026	5/22/2026	6/21/2026	7/6/2026	7/18/2026	8/2/2026	8/2/2026	8/9/2026	8/28/2026	8/28/2026	9/10/2026	9/10/2026	9/10/2026	9/10/2026	9/10/2026	9/10/2026	9/10/2026	9/10/2026	9/10/2026	9/10/2026		
6	Frais d'aménagement et d'entretien des forêts urbaines et périurbaines	31,550,501	FECAN	5	AOI	AOI	Prévisions	5/22/2026	5/25/2026	6/24/2026	7/9/2026	7/21/2026	8/5/2026	8/5/2026	8/12/2026	8/24/2026	8/24/2026	8/24/2026	8/24/2026	8/24/2026	8/24/2026	8/24/2026	8/24/2026	8/24/2026	8/24/2026	8/24/2026	8/24/2026	8/24/2026	
7	Constructions, Aménagements et équipements des Jardins	31,550,501	FECAN	6	AOO	AOO	Réalisations	2/11/2026	2/4/2026	3/6/2026	3/21/2026	4/2/2026	4/17/2026	4/24/2026	5/6/2026	5/13/2026	5/23/2026	5/26/2026	5/29/2026	5/29/2026	5/29/2026	5/29/2026	5/29/2026	5/29/2026	5/29/2026	5/29/2026	5/29/2026		
8	Construction, Aménagement et Equipement des ZOOS dans les Régions de la Basse Guinée, la Haute Guinée et la Guinée	31,550,501	FECAN	7	AOO	AOO	Prévisions	1/29/2026	2/6/2026	2/21/2026	2/26/2026	3/2/2026	3/5/2026	3/8/2026	3/13/2026	3/16/2026	3/19/2026	3/22/2026	3/27/2026	3/27/2026	3/27/2026	3/27/2026	3/27/2026	3/27/2026	3/27/2026	3/27/2026	3/27/2026		
9	Construction, Rénovation et Equipement des maisons forestières au niveau	31,550,501	FECAN	8	AOO	AOO	Réalisations	1/12/2026	1/15/2026	1/30/2026	2/4/2026	2/9/2026	2/12/2026	2/15/2026	2/20/2026	2/26/2026	3/1/2026	3/6/2026	3/11/2026	3/11/2026	3/11/2026	3/11/2026	3/11/2026	3/11/2026	3/11/2026	3/11/2026	3/11/2026		
	Coût Total						Réalisations																						



CAISSE NATIONALE DE SECURITE SOCIALE

AVIS GENERAL

Dans le cadre de l'exécution de son budget exercice 2026, la Caisse Nationale de Sécurité Sociale prévoit de conclure des marchés de travaux, de fournitures et de prestations avec des entreprises répondant aux conditions requises.

A cet effet, la CNSS procède à une intégration provisoire de fournisseurs et prestataires en vue de constituer une base de partenaires potentiels.

Les entreprises intéressées sont invitées à soumettre un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- Une lettre adressée au Directeur Général présentant la structure et son domaine d'intervention;
- Un extrait du Registre du Commerce et du Crédit Mobilier (RCCM);
- Le quitus social en cours de validité ;
- Le certificat d'immatriculation fiscal valide ;
- La liste détaillée des marchés de travaux, de fournitures ou de prestations déjà exécutés, le cas échéant.

Il convient de rappeler que la passation de ces marchés obéira aux principes définis à l'article 2 de la loi L/2012/020/CNT fixant les règles régissant la passation, le contrôle et la régulation des marchés publics et délégation de service public.

Les dossiers doivent être déposés au secrétariat central de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale, situé à Koulewondy, commune de Kaloum, à Conakry.

Tout dossier incomplet sera rejeté et ne fera l'objet d'aucun enregistrement.

Conakry, le 30 mars 2026


Bakary SYLLA
 Le Directeur Général
 Direction Générale



CAISSE NATIONALE DE SECURITE SOCIALE

AVIS A MANIFESTATIONS D'INTERET

AMI N°001/CNSS/DG/PRMP/2026

Date début : Lundi 30 mars 2026 **Date Limite : Mardi 14 avril 2026**

Titre: Sélection d'un cabinet pour l'acquisition, l'implémentation, l'intégration et le transfert de compétences d'une solution logicielle intégrée de gestion des recouvrements et des prestations sociales

La Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) invite, par le présent Avis à Manifestation d'Intérêt (AMI), les cabinets, éditeurs et intégrateurs de solutions informatiques, nationaux et internationaux, à manifester leur intérêt pour l'acquisition, l'implémentation, l'intégration et le transfert de compétences d'une solution logicielle intégrée de gestion des recouvrements et des prestations sociales.

Cette prestation s'inscrit dans le cadre du programme de modernisation et de transformation digitale de la CNSS. La solution attendue devra :

- couvrir l'ensemble des processus métiers de l'institution ;
- garantir une interopérabilité complète avec les systèmes existants, notamment eCNSS, ERP SAGE, ainsi qu'avec les partenaires institutionnels concernés;

Le présent avis est ouvert aux éditeurs et intégrateurs disposant d'une solution déjà opérationnelle, déployée au sein d'au moins un (01) organisme de sécurité sociale d'un pays membre de la CIPRES ou d'un organisme équivalent en Afrique.

Les offreurs devront justifier :

- de références pertinentes ;
- de capacités techniques avérées ;
- de ressources humaines qualifiées ;

Les manifestations d'intérêt devront comporter les informations démontrant la qualification des candidats, notamment :

1. Maturité de la solution (critère éliminatoire) : solution déjà opérationnelle dans un organisme de sécurité sociale d'un pays membre de la CIPRES ou équivalent.
2. Expérience et références du prestataire
3. Interopérabilité et architecture technique. '?!;

Les Termes de Référence (TDR) peuvent être obtenus auprès de:

Monsieur Ansoumane BANGOURA Personne Responsable des Marchés Publics (PRMP) Téléphone : 00224 622 94 16 03, Courriel: ansoumanc.bangoura@cflcnss.gov.gn.

Les dossiers de manifestation d'intérêt doivent être déposés au siège de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), situé au quartier Koulewondy, commune de Kaloum, 1er étage, bureau de la Personne Responsable des Marchés Publics, du lundi au vendredi de 9 h 00 à 16 h 00, en trois (03) exemplaires dont :

- une (01) originale ;
- deux (02) copies.

La sélection des candidats se fera selon la qualification du consultant, conformément aux dispositions du Code des marchés publics de la République de Guinée.

La date et l'heure limites de dépôt des manifestations d'intérêt sont fixées au 14 avril 2026 à 10 heures 00.

L'ouverture des dossiers interviendra le même jour à 10 heures 30, dans la salle de réunion du 5e étage du siège de la CNSS.


Bakary SYLLA
 Le Directeur Général
 Direction Générale

PLANNING DE PASSATION DES MARCHES

Autorité contractante :	CAISSE NATIONALE DE SECURITE SOCIALE
Exercice budgétaire :	2026
Ordonnateur :	DIRECTEUR GENERAL
Journaux de publication de référence et site internet :	JAOHOROYA/REGIONAL INFO
Autorité approbatrice :	DGCMIP

MARCHES DE PRESTATIONS COURANTES SANS PRE QUALIFICATION

Numéro	IDENTIFICATION DU PROJET / MARCHÉ				PHASE 1 : PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES				PHASE 2 : EVALUATION DES OFFRES				PHASE 3 : CONCLUSION ET NOTIFICATION DU MARCHÉ					PHASE 4 : EXECUTION DU MARCHÉ					
	Intitulé du Projet/Marché	Montant Budget GNF	Code Budget	Type de Financement	N° Appel d'Offres	Méthodes de passation	Prévisions et Réalisations	Elaboration du DAO	Non Objection sur DAO	Publication AAO	Date limite dépôt Offres	Ouverture /Evaluation des offres	Non Objection sur Rap. d'Evaluation	Publication attribution/ Notification provisoire	Mise en forme du projet de contrat	Non Objection sur le projet de contrat	Montant du Contrat en GNF	Signature du marché	Approbation du Contrat	Enregistrement /immatriculation du marché	Notification du marché approuvé	Date début travaux	Date fin travaux
1	Ensemble entretiens réseaux électriques	-	CNSS	1	AOO	Prévisions Réalisations	16/04/26	28/04/26	01/05/26	03/06/26	18/06/26	30/06/26	15/07/26	22/07/26	03/08/26	10/08/26	20/08/26	25/08/26	28/08/26	3 ou 5 j	28/08/26		
2	Ensemble repar inst technique	-	CNSS	2	AOO	Prévisions Réalisations	16/04/26	28/04/26	01/05/26	03/06/26	18/06/26	30/06/26	15/07/26	22/07/26	03/08/26	10/08/26	20/08/26	25/08/26	28/08/26				
3	reparation matériels roulants	-	CNSS	3	AOO	Prévisions Réalisations	16/03/26	30/03/26	02/04/26	04/05/26	19/05/26	02/06/26	17/06/26	24/06/26	06/07/26	13/07/26	23/07/26	28/07/26	31/07/26				
4	Ensemble autres entretiens reparations	-	CNSS	4	AOO	Prévisions Réalisations	16/03/26	30/03/26	02/04/26	04/05/26	19/05/26	02/06/26	17/06/26	24/06/26	06/07/26	13/07/26	23/07/26	28/07/26	31/07/26				
5	Ensemble Frais de location	-	CNSS	5	AOO	Prévisions Réalisations	03/03/26	17/03/26	20/03/26	16/04/26	02/05/26	14/05/26	29/05/26	05/06/26	17/06/26	24/06/26	04/07/26	07/07/26	12/07/26				
6	Ensemble rectoyage	-	CNSS	6	AOO	Prévisions Réalisations	23/05/26	04/06/26	09/06/26	07/07/26	22/07/26	03/08/26	18/08/26	25/08/26	07/09/26	14/09/26	24/09/26	27/09/26	30/09/26				
7	Ensemble garfennage	-	CNSS	7	AOO	Prévisions Réalisations	23/05/26	04/06/26	09/06/26	07/07/26	22/07/26	03/08/26	18/08/26	25/08/26	07/09/26	14/09/26	24/09/26	29/09/26	02/10/26				
8	Ensemble maintenance parc informatique	-	CNSS	8	AOO	Prévisions Réalisations	23/06/26	07/07/26	10/07/26	06/08/26	21/08/26	02/09/26	17/09/26	24/09/26	06/10/26	13/10/26	23/10/26	26/10/26	29/10/26				
9	Ensemble assurance et vignettes	-	CNSS	9	AOO	Prévisions Réalisations	14/04/26	28/04/26	04/05/26	28/05/26	12/06/26	24/06/26	09/07/26	16/07/26	28/07/26	04/08/26	14/08/26	17/08/26	20/08/26				
10	Ensemble entretiens groupe électrogène	-	CNSS	10	AOO	Prévisions Réalisations	23/05/26	04/06/26	09/06/26	07/07/26	22/07/26	03/08/26	18/08/26	25/08/26	07/09/26	14/09/26	24/09/26	27/09/26	30/09/26				
	Coût Total																						

Liste des Signes et Abréviations

PTF : Partenaire Technique et Financier	Mode de Passation
TDR : Terme de référence	1 AOO Appel d'Offres Ouvert
JMP : Journal des Marchés Publics	2 CR Consultation Restreinte
DAO : Dossier d'Appel d'Offres	3 GG Gré à Gré (En tenue Directe)
DP : Demande de Proposition	Mode de Passation
CMIP : Commission de Passation des Marchés Publics	1 SPQC Selection Fondée sur la Qualité - Coût
AMO : Avis de Non Objection	

Code Marché	Nature de Marché
1	Construction
2	Travaux de Génie Civil
3	Fourniture courante
4	Fourniture d'Équipements
5	Prestation Courante
6	Prestation Intellectuelle

Type de Financement
1 BND Budget National de Développement
2 FINEX Financement Extérieur
3 CONJOINT Financement Conjoint (FINEX+BND)

PLAN DE PASSATION DES MARCHES

Autorité contractante :	CAISSE NATIONALE DE SECURITE SOCIALE
Exercice budgétaire :	2026
Ordonnateur :	DIRECTEUR GENERAL
Journaux de publication de référence et site Internet :	JAO/HOROYA-REGIONAL INFO
Autorité approbatrice :	DGCMIP

MARCHES DE FOURNITURES AINSI QUE QUALIFICATION

N°	Intitulé du Projet/Marché	Montant Budget CNF	IDENTIFICATION DU PROJET/ MARCHÉ			PHASE 1 : PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES					PHASE 2 : EVALUATION DES OFFRES					PHASE 3 : CONCLUSION ET NOTIFICATION DU MARCHÉ					PHASE 4 : EXECUTION DU MARCHÉ	
			Code Budget	Type de Financement	N° Appel d'Offres	Méthodes de passation	Prévisions et Réalisations	Elaboration du DAO	Non Objection sur DAO	Publication AAO	Date limite dépôt Offres	Ouverture /Evaluation des offres	Non Objection sur Rap. d'Evaluation	Publication attribution/ Notification provisoire	Mise en forme du projet de contrat	Non Objection sur le projet de contrat	Montant du Contrat en CNF	Signature du marché	Approbation du Contrat	Entregistrement /immatriculation du marché	Notification du marché approuvé	Date début travaux
1	Ensemble fourniture de bureau		-	CNSS	1	AOO	Prévisions Réalisations	23/03/26	12 j	3 j	30 ou 45 j	15 j	15 j	7 j	12 j	15 j	7 j	10 j	3 j	3 ou 5 j		
2	Ensemble fournitures médicaux		-	CNSS	2	AOI	Prévisions Réalisations	12/03/26	24/03/26	27/03/26	27/04/26	25/05/26	09/06/26	16/06/26	29/06/26	21/07/26	06/07/26	16/07/26	21/07/26	23/07/26	23/07/26	
3	Ensemble imprimés techniques		-	CNSS	3	AOO	Prévisions Réalisations	01/04/26	#REF!	#REF!	#REF!	#REF!	#REF!	#REF!	#REF!	#REF!	#REF!	#REF!	#REF!	#REF!	#REF!	#REF!
4	Ensemble produits d'entretiens/et médicaux		-	CNSS	4	AOO	Prévisions Réalisations	14/03/26	26/03/26	29/03/26	30/04/26	15/05/26	12/06/26	19/06/26	02/07/26	23/07/26	09/07/26	19/07/26	23/07/26	26/07/26	26/07/26	
5	Ensemble Frais de location		-	CNSS	5	AOO	Prévisions Réalisations	22/04/26	04/05/26	07/05/26	08/06/26	22/06/26	21/07/26	28/07/26	10/08/26	01/09/26	17/08/26	27/08/26	01/09/26	04/09/26	04/09/26	
6	Ensemble denrée		-	CNSS	6	AOO	Prévisions Réalisations	27/03/26	08/04/26	13/04/26	13/05/26	28/05/26	24/06/26	01/07/26	13/07/26	04/08/26	20/07/26	31/07/26	04/08/26	07/08/26	07/08/26	
7	Ensemble séminaires et ateliers		-	CNSS	7	AOO	Prévisions Réalisations	05/05/26	19/05/26	22/05/26	23/06/26	08/07/26	06/08/26	13/08/26	25/08/26	14/09/26	01/09/26	11/09/26	14/09/26	17/09/26	17/09/26	
8	Matériels de transports		-	CNSS	8	AOI	Prévisions Réalisations	05/05/26	19/05/26	22/05/26	23/06/26	08/07/26	06/08/26	13/08/26	25/08/26	14/09/26	01/09/26	11/09/26	14/09/26	17/09/26	17/09/26	
9	Acquisition des dispositifs de détection et de réponse aux incidents de cybersécurité		-	CNSS	9	AOI	Prévisions Réalisations	07/04/26	19/04/26	22/04/26	23/05/26	07/06/26	23/06/26	15/07/26	31/07/26	08/07/26	11/08/26	25/08/26	28/08/26	02/09/26	02/09/26	
10	Equipements Electriques		-	CNSS	10	AOO	Prévisions Réalisations	07/04/26	19/04/26	22/04/26	23/05/26	07/06/26	23/06/26	15/07/26	31/07/26	08/07/26	11/08/26	25/08/26	28/08/26	02/09/26	02/09/26	
11	Ensemble matériels de bureau		-	CNSS	11	AOO	Prévisions Réalisations	08/04/26	20/04/26	23/04/26	25/05/26	09/06/26	23/06/26	19/07/26	04/08/26	11/08/26	21/08/26	24/08/26	27/08/26	27/08/26	27/08/26	
12	Ensemble mobiliers de bureau		-	CNSS	12	AOO	Prévisions Réalisations	08/04/26	20/04/26	23/04/26	26/05/26	10/06/26	22/06/26	14/07/26	28/07/26	04/08/26	14/08/26	17/08/26	20/08/26	20/08/26	20/08/26	
13	Ensemble équipements électriques		-	CNSS	13	AOO	Prévisions Réalisations	08/04/26	20/04/26	23/04/26	26/05/26	10/06/26	22/06/26	14/07/26	28/07/26	04/08/26	14/08/26	17/08/26	20/08/26	20/08/26	20/08/26	
14	Ensemble Matériels et équipements informatiques		-	CNSS	14	AOI	Prévisions Réalisations	04/05/26	16/05/26	21/05/26	20/06/26	11/07/26	27/07/26	28/08/26	13/09/26	17/08/26	24/09/26	08/10/26	11/10/26	16/10/26	16/10/26	
15	Ensemble matériels de transport		-	CNSS	15	AAO	Prévisions Réalisations	04/05/26	16/05/26	21/05/26	20/06/26	11/07/26	27/07/26	08/08/26	20/08/26	17/08/26	27/08/26	06/09/26	09/09/26	12/09/26	12/09/26	
14	Ensemble équipements médicaux		-	CNSS	14	AOI	Prévisions Réalisations	04/05/26	16/05/26	19/05/26	19/06/26	04/07/26	17/07/26	08/08/26	21/08/26	01/08/26	28/08/26	07/09/26	11/09/26	14/09/26	14/09/26	
15	Acquisition d'un pare-feu applicatif web (WAF)		-	CNSS	15	AOI	Prévisions Réalisations	06/04/26	20/04/26	23/04/26	26/05/26	10/06/26	22/06/26	16/07/26	28/07/26	07/07/26	14/08/26	17/08/26	20/08/26	20/08/26	20/08/26	
16	Acquisition solution Biométrie		-	CNSS	16	AOI	Prévisions Réalisations	06/04/26	20/04/26	23/04/26	26/05/26	10/06/26	22/06/26	16/07/26	28/07/26	07/07/26	14/08/26	17/08/26	20/08/26	20/08/26	20/08/26	
							Côté Total															

Liste des Signes et Abréviations

PTF : Partenaire Technique et Financier	Mode de Passation	
TDR : Terme de référence	1 AOO Appel d'Offres Ouvert	
JMP : Journal des Marchés Publiés	2 CR Consultation Restreinte	
DAO : Dossier d'Appel d'Offres	3 GG Gré à Gré (En toute Directe)	
DP : Demande de Proposition		
CFMP : Commission de Passation des Marchés Publiés	Mode de Passation	
ANO : Avis de Non Objection	1 SFQC Sélection Fondée sur la Qualité - Coût	

	Code Marché	Nature de Marché
	1	Construction
	2	Travaux de Génie Civil
	3	Fourniture courante
	4	Fourniture d'Equipements
	5	Prestation Courante
	6	Prestation Intellectuelle

	Type de Financement		
1	BND	Budget National de Développement	
2	FINEX	Financement Extérieur	
3	CONJOINT	Financement Conjoint (FINEX+BND)	

MARCHES DE TRAVAUX SANS PRE QUALIFICATION																								
IDENTIFICATION DU PROJET / MARCHÉ			PHASE 1 : PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES				PHASE 2 : EVALUATION DES OFFRES				PHASE 3 : CONCLUSION ET NOTIFICATION DU MARCHÉ				PHASE 4 : EXECUTION DU MARCHÉ									
Numero	Intitulé du Projet/Marché	Montant Budget CNF	Code Budget	Type de Financement	N° Appel d'Offres	Méthodes de passation	Prévisions et Réalisations	Elaboration du DAO	Non Objection sur DAO	Publication AAO	Date limite dépôt Offres/ouverture des plis	Ouverture /Evaluation des offres	Non Objection sur Rap. d'Evaluation	Publication attribution/Notification provisoire	Mise en forme du projet de contrat	Non Objection sur le projet de contrat	Montant du Contrat en CNF	Signature du marché	Approbation du Contrat	Enregistrement /immatriculation du marché	Notification du marché approuvé	Date début travaux	Date fin travaux	
1	Travaux construction agence de Fria		-	CNSS	1	AOO	Prévisions Réalisations	23/02/26	08/03/26	13/03/26	12/04/26	27/04/26	09/05/26	24/05/26	31/05/26	12/06/26		19/06/26	29/06/26	03/07/26	06/07/26			
2	Travaux de construction de l'agence de l'agence de boké		-	CNSS	2	AOO	Prévisions Réalisations	23/02/26	08/03/26	12/03/26	11/04/26	25/04/26	08/05/26	01/06/26	12/06/26	29/06/26		10/07/26	24/07/26	27/07/26	01/08/26			
3	Travaux de construction de l'agence de dibreka		-	CNSS	3	AOO	Prévisions Réalisations	03/03/26	15/03/26	20/03/26	19/04/26	04/05/26	16/05/26	31/05/26	07/06/26	19/06/26		26/06/26	06/07/26	10/07/26	13/07/26			
4	Travaux de câblage au siège de la CNSS		-	CNSS	4	AOO	Prévisions Réalisations	07/04/26	19/04/26	22/04/26	23/05/26	07/06/26	23/06/26	08/07/26	15/07/26	31/07/26		11/08/26	25/08/26	28/08/26	02/09/26			
5	Travaux de construction de l'agence de Kouroussa		-	CNSS	5	AOO	Prévisions Réalisations	06/03/26	18/03/26	21/03/26	20/04/26	06/05/26	20/05/26	04/06/26	15/06/26	02/07/26		09/07/26	19/07/26	22/07/26	25/07/26			
6	Travaux de construction de l'agence de Faranah		-	CNSS	6	AOI	Prévisions Réalisations	06/03/26	18/03/26	21/03/26	20/04/26	06/05/26	22/05/26	03/06/26	10/06/26	24/06/26		01/07/26	11/07/26	16/07/26	19/07/26			
7	Travaux d'extension et de rénovation du bâtiment principal de la CNSS		-	CNSS	7	AOO	Prévisions Réalisations	17/03/26	29/03/26	03/04/26	03/05/26	18/05/26	30/05/26	14/06/26	21/06/26	03/07/26		10/07/26	20/07/26	24/07/26	27/07/26			
8	Travaux de construction du bloc annexe bat R+3		-	CNSS	8	AOO	Prévisions Réalisations	17/03/26	31/03/26	03/04/26	03/05/26	18/05/26	30/05/26	14/06/26	21/06/26	03/07/26		10/07/26	20/07/26	24/07/26	27/07/26			
Coût Total																								

MARCHES DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES																										
IDENTIFICATION DU PROJET/MARCHÉ						PHASE 1 : PROCEDURE DE PRESENTATION				PHASE 2 : PROCEDURE DE SUIVI				PHASE 3 : CONCLUSION ET NOTIFICATION DU MARCHÉ				PHASE 4 : EXECUTION DU MARCHÉ								
Numero	Intitulé du Projet/Marché	Montant Budget CNF	Code Budget	Type de Financement	N° Appel d'Offres	Méthodes de passation	Prévisions et Réalisations	Préparation DR et RP	Avance (évaluation des offres)	Non Objection sur RP	Finalisation des offres	Date limite de dépôt des propositions (date et lieu)	Avance (évaluation des propositions techniques)	Non Objection sur rapport technique	Avance (évaluation des propositions financières)	Non Objection sur rapport combiné (PTP)	Finalisation attributions /Affectation provisoire	Visite et mise en forme de contrat	Avance (évaluation des offres)	Non Objection sur le contrat signé	Signature du marché	Approbation du contrat	Enregistrement /immatriculation du marché	Notification du marché approuvé	Date début prestations	Date de fin des prestations
1	Ensemble formations		-	CNSS	1	SQOC	Prévisions Réalisations	20/02/26	20/02/26	04/04/26	16/04/26	19/04/26	04/06/26	05/07/26	17/07/26	20/07/26	20/07/26	23/07/26	07/08/26		14/08/26	24/08/26	27/08/26	30/08/26	01/09/26	31/10/26
2	Fournisseur ou intégrateur de moyens de paiement électronique		-	CNSS	2	QC	Prévisions Réalisations	20/02/26	04/04/26	16/04/26	19/04/26	04/06/26	05/07/26	17/07/26	20/07/26	20/07/26	23/07/26	07/08/26		14/08/26	24/08/26	27/08/26	30/08/26	01/09/26	31/10/26	
3	Ensemble études et projets		-	CNSS	3	SQOC	Prévisions Réalisations	26/03/26	05/05/26	19/05/26	23/06/26	08/07/26	06/08/26	18/08/26	18/08/26	21/08/26	21/08/26	26/08/26	07/09/26		14/09/26	24/09/26	29/09/26	02/10/26	06/10/26	07/12/26
4	Enquête de satisfaction		-	CNSS	4	QC	Prévisions Réalisations	26/02/26	08/04/26	20/04/26	24/05/26	08/06/26	23/06/26	14/07/26	27/07/26	30/07/26	30/07/26	04/08/26	17/08/26		24/08/26	03/09/26	08/09/26	11/09/26	13/09/26	12/11/26
5	Diodes		-	CNSS	5	SQOC	Prévisions Réalisations	14/03/26	23/04/26	07/05/26	10/05/26	26/06/26	25/07/26	06/08/26	09/08/26	09/08/26	14/08/26	26/08/26		02/09/26	12/09/26	17/09/26	20/09/26	24/09/26	25/11/26	
6	Réforme de la DSI		-	CNSS	6	QC	Prévisions Réalisations	14/03/26	26/04/26	09/05/26	13/06/26	27/06/26	12/07/26	27/07/26	08/08/26	11/08/26	11/08/26	16/08/26	29/08/26		05/09/26	15/09/26	19/09/26	23/09/26	24/09/26	23/11/26
7	recrutement d'un cabinet pour le commissariat aux comptes		-	CNSS	7	SQOC	Prévisions Réalisations	18/05/26	01/07/26	13/07/26	17/08/26	01/09/26	15/09/26	30/09/26	12/10/26	15/10/26	15/10/26	20/10/26	02/11/26		09/11/26	19/11/26	23/11/26	26/11/26	30/11/26	29/01/27
8	Schema Directeur du Système Informatique		-	CNSS	8	QC	Prévisions Réalisations	18/05/26	01/07/26	13/07/26	17/08/26	01/09/26	15/09/26	30/09/26	12/10/26	15/10/26	15/10/26	20/10/26	02/11/26		09/11/26	19/11/26	23/11/26	26/11/26	30/11/26	29/01/27
Coût Total																										

Liste des Signes et Abréviations

Code-Marché	Nature de Marché	Type de Financement
1	Construction	BND Budget National de Développement
2	Travaux de Génie Civil	Financement Extérieur
3	Fourniture courante	CONJOINT Financement Conjoint (FNEX+RND)
4	Fourniture d'équipements	
5	Prestation Courante	
6	Prestation Intellectuelle	

Liste des Signes et Abréviations

Méth. de Passation	Appel d'Offres
1	AOO Appel d'Offres Ouvert
2	CR Consultation Restreinte
3	GG Gré à Gré (En route Directe)
Méth. de Passation	Appel d'Offres
1	SQOC Sélection fondée sur la Qualité - Coût

INSTITUT NATIONAL DE L'AUDIOVISUEL (INA)

PLAN DE PASSATION DES MARCHES DE FOURNITURES

Autorité contractante :	Institut National de l'Audiovisuel
budgetaire :	2026
Ordonnateur :	Le Directeur Général
publication de	
approbatrice :	Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics

MARCHES DE FOURNITURE SANS REVUE PREALABLE / DC

Numéro	IDENTIFICATION DU PROJET / MARCHÉ		PHASE 1 : PROCEDURE DE CONSULTATION			PHASE 2 : EVALUATION DES OFFRES			PHASE 3 : CONCLUSION ET NOTIFICATION DU MARCHÉ			PHASE 4 :									
	Intitulé du Projet/Marché	Montant Budget GNF	Code Budget	Type de Financement	N° DA O/De mande de passation	Prévisions et Réalisations	Elaboration du Dossier de Consultation	ANO sur le Dossier de Consultation	Transmissi on du Dossier de Consultation	Date limite dépôt Offres	Ouverture /Evaluation des offres	ANO sur le rapport d'évaluation	Publication attribution/No tification provisoire	Mise en forme du contrat	ANO sur le projet de contrat	Montant du Contrat	Signature et Approbation du Contrat	Enregistrement /immatriculation et notification du marché	Notification du marché approuvé	Date début travaux	Date fin travaux
1	Achat Matériel informatique		22	BND	1	DC	03/01/26	03/01/26	03/01/26	15 J	26/01/26	15 J	05/02/26	10/02/26	22/02/26	3 J	27/02/26	02/03/26	05/03/26	08/03/26	11/03/26
2	Nettoyage et entretien des locaux		22	BND	2	DC	03/01/26	03/01/26	03/01/26	15 J	26/01/26	15 J	05/02/26	10/02/26	22/02/26	3 J	27/02/26	02/03/26	05/03/26	08/03/26	11/03/26
3	Frais de connexion internet		22	BND	3	DC	03/01/26	03/01/26	03/01/26	15 J	26/01/26	15 J	05/02/26	10/02/26	22/02/26	3 J	27/02/26	02/03/26	05/03/26	08/03/26	11/03/26
4	Gaufrenage du siège		22	BND	4	DC	03/01/26	03/01/26	03/01/26	15 J	26/01/26	15 J	05/02/26	10/02/26	22/02/26	3 J	27/02/26	02/03/26	05/03/26	08/03/26	11/03/26
5	Achat et d'installation de Logiciels & applications		22	BND	5	DC	03/01/26	03/01/26	03/01/26	15 J	26/01/26	15 J	05/02/26	10/02/26	22/02/26	3 J	27/02/26	02/03/26	05/03/26	08/03/26	11/03/26
6	achat et installation Système de back up batterie (énergie autonome)		22	BND	6	DC	03/01/26	03/01/26	03/01/26	15 J	26/01/26	15 J	05/02/26	10/02/26	22/02/26	3 J	27/02/26	02/03/26	05/03/26	08/03/26	11/03/26
7	Achat de mobiliers de bureaux		22	BND	7	DC	03/01/26	03/01/26	03/01/26	15 J	26/01/26	15 J	05/02/26	10/02/26	22/02/26	3 J	27/02/26	02/03/26	05/03/26	08/03/26	11/03/26
8	Achat de petits d'équipement techniques de l'audiovisuel		22	BND	8	DC	03/01/26	03/01/26	03/01/26	15 J	26/01/26	15 J	05/02/26	10/02/26	22/02/26	3 J	27/02/26	02/03/26	05/03/26	08/03/26	11/03/26
9	Fournitures et autres frais		22	BND	9	DC	03/01/26	03/01/26	03/01/26	15 J	26/01/26	15 J	05/02/26	10/02/26	22/02/26	3 J	27/02/26	02/03/26	05/03/26	08/03/26	11/03/26
	Coût Total																				

PRESTATION COTATION

Numéro	IDENTIFICATION DU PROJET/MARCHÉ		PHASE 1 : PROCEDURE DE PRESELECTION			PHASE 2 : PROCEDURE DE SELECTION			PHASE 3 : CONCLUSION ET NOTIFICATION DU MARCHÉ			PHASE 4 : EXECUTION DU MARCHÉ									
	Intitulé du Projet/Marché	Montant Budget GNF	Code Budget	Type de Financement	N° de passation	Prévisions et Réalisations	Publication AAO sur TDR	ANO sur le rapport d'évaluation	Ouverture /Evaluation des propositions (tech. et fin.)	Non Objection sur rapport prop. techn. financières	Publication attribution /Notification provisoire	Signature sur le contrat approuvé	Signature de l'Etat	Signature de l'Etat	Signature de l'Etat	Signature de l'Etat	Signature de l'Etat	Signature de l'Etat	Signature de l'Etat	Signature de l'Etat	Signature de l'Etat
1	Formation du Personnel		22	BND	1	DC	03/01/26	03/01/26	03/01/26	15 J	26/01/26	15 J	05/02/26	10/02/26	22/02/26	3 J	27/02/26	02/03/26	05/03/26	08/03/26	11/03/26
2	Elaboration d'un Manuel		22	BND	1	DC	03/01/26	03/01/26	03/01/26	15 J	26/01/26	15 J	05/02/26	10/02/26	22/02/26	3 J	27/02/26	02/03/26	05/03/26	08/03/26	11/03/26
	Coût Total																				

FOURNITURE AAO

Numéro	IDENTIFICATION DU PROJET / MARCHÉ		PHASE 1 : PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES			PHASE 2 : EVALUATION DES OFFRES			PHASE 3 : CONCLUSION ET NOTIFICATION DU MARCHÉ			PHASE 4 :							
	Intitulé du Projet/Marché	Montant Budget GNF	Code Budget	Type de Financement	N° de passation	Prévisions et Réalisations	Publication AAO	Date limite dépôt Offres	Ouverture /Evaluation des offres	Non Objection sur Rap. d'Evaluation	Mise en forme du projet de contrat	Non Objection sur le projet de contrat	Montant du Contrat en GNF	Signature du marché	Enregistrement /immatriculation du marché	Notification du marché approuvé	Date début travaux	Date fin travaux	
1	Achat: installation de système de local		22	BND	001	AAO	11/01/26	26/01/26	31/01/26	16/02/26	15/02/26	15/02/26	03/03/26	25/02/26	03/03/26	03/03/26	25/03/26		

PTF : Partenaire Technique et Financier	AAO	Mode de Passation	Appel d'Offres Ouvert
TDR : Terme de référence	AOR	Appel d'Offres Restreint	
JMP : Journal des Marchés Publics	DC	Demande de cotation	
DAO : Dossier d'Appel d'Offres	ED	Entente Directe	
DP : Demande de Proposition	CR	Consultation Restreinte	
CPM : Commission de Passation des Marchés			
ANO : Avis de Non Objection			

Code Marché	Nature de Marché	Type de Financement
1	Fournitures	BND
2	Travaux	FINEX
3	Prestations intellectuelles	CONJOINT
4	Délégations de Service Public	Budget National et Autres Financements Intérieurs
		Financement Extérieur
		Financement Conjoint

REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail-Justice-Solidarité

**MINISTERE DE LA FEMME, DE LA
FAMILLE ET DES SOLIDARITES**



AGENCE NATIONALE D'INCLUSION ECONOMIQUE ET SOCIALE (ANIES)

PROJET DE RIPOSTE D'URGENCE ET D'APPUI AU PROGRAMME NAFA (PRU-APN)

Financement : Banque mondiale N°7291-GN

APPELS A MANIFESTATION D'INTERET

Date limite : Mercredi, 15 avril 2026 à 10h30mn

RECRUTEMENT D'UN COORDONNATEUR DU PROJET DE RIPOSTE D'URGENCE ET D'APPUI AU PROGRAMME NAFA (PRU-APN)

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION :

Récemment, la Guinée s'est enrichie et la politique économique a engrangé de réels succès notamment par la relance du secteur minier, la stabilisation des indicateurs macroéconomiques et le renforcement de l'attractivité économique. Cependant, les effets des succès économiques restent imperceptibles sur la réduction de la pauvreté.

Pour favoriser un développement économique et social durable et inclusif, en luttant ainsi contre la marginalisation et l'exclusion sociale, l'Agence Nationale d'Inclusion Economique et Sociale (ANIES) a été créée. Son objectif est de consentir un effort financier de 2% du PIB à la politique nationale d'inclusion économique, sociale et financière. Conformément au décret D/2019/049/PRG/SGG du 31 janvier 2019, l'ANIES a pour missions de concevoir, mettre en œuvre et évaluer la politique nationale d'inclusion économique, financière et sociale. Ses interventions porteront sur deux axes de politiques publiques. D'une part, des politiques « classiques » d'inclusion économique et sociale, les transferts monétaires et l'inclusion financière, en facilitant l'accès des plus vulnérables aux instruments et services financiers de base. Et d'autre part, des politiques dites d'inclusion « productive », notamment par l'accès à l'énergie des ménages pauvres en milieu rural, l'appui à l'agriculture (à travers les petites exploitations agricoles) et l'aide à l'entrepreneuriat.

Établissement public à caractère administratif (EPA), l'ANIES, pour accomplir sa mission, est dotée d'un Conseil d'Administration, d'une Direction Générale, d'une Agence Comptable et d'un Contrôleur financier.

Le Gouvernement de la République de Guinée bénéficie, dans ce cadre, d'un don de 70 millions US\$ de la part de la Banque mondiale, au titre du Projet de Riposte d'Urgence et d'Appui au Programme Nafa (PRU-APN). Un financement additionnel (FA) du projet a été approuvé en avril 2023 par le Conseil d'administration de la Banque mondiale, à hauteur de 80 millions US\$. Dans le cadre du FA, un comité de pilotage sera mis en place pour encadrer les grandes orientations du projet.

2. PRESENTATION DU PRU-APN

L'objectif de développement du PRU-APN est de développer les éléments constitutifs d'un système national de protection sociale réactif aux chocs et d'accroître l'accès des ménages pauvres et vulnérables à des filets de sécurité sociale.

Les zones d'intervention du projet sont les préfectures de Gaoual, Forécariah, Kindia, Beyla, Dabola, Kérouané, Kouroussa, Mamou et Tougué ainsi que les cinq communes de la ville de Conakry. Le projet est d'une durée de six ans (2020-2026). Les composantes du projet PRU-APN sont les suivantes :

- **Composante 1 : Transfert monétaire d'urgence (phase 1)**

La Composante 1 couvrira d'une part, un programme de transferts monétaires d'urgence pour soutenir la résilience des ménages vulnérables à la COVID-19 et à d'autres chocs dans le cadre de la première sous-composante. Les TMU cibleront ainsi 160 000 ménages pauvres et vulnérables pour leur permettre d'affronter des chocs covariants, notamment climatiques¹, et/ou de satisfaire des besoins saisonniers (pendant la période de soudure, qui exacerbe l'insécurité alimentaire).

La méthode utilisée pour sélectionner les ménages bénéficiaires conjugue un test multidimensionnel des moyens d'existence (PMT, Proxy Means Test) et une méthode de ciblage catégoriel, suivis d'une validation communautaire. D'autre part, la 2^{ème} sous-composante soutiendra les campagnes parallèles de communication et de sensibilisation (parallèlement aux TMU) et fournira des ressources supplémentaires pour la communication et la sensibilisation des 160 000 ménages bénéficiaires.

Au compte de cette même sous-composante, le projet a décidé de procéder à la distribution de téléphones mobiles aux bénéficiaires des TMU pour favoriser autant que possible les paiements électroniques, qui amélioreront considérablement la transparence et la traçabilité des transferts en garantissant leur versement aux bénéficiaires, qui, pour la plupart, sont des femmes.

- **Composante 2 : Appui aux transferts monétaires non conditionnels et aux mesures d'accompagnement du programme Nafa (phase 2)**

La seconde phase du Projet succèdera à la première et appuiera la transition de l'intervention de transferts monétaires d'urgence vers le Programme NAFA de transferts monétaires « classiques » aligné sur la vision et le mandat de l'ANIES.

Elle offrira des transferts monétaires aux 40 pourcents les plus pauvres de la population des zones ciblées et des mesures d'accompagnement pour le renforcement du capital humain axées sur l'augmentation de la capacité productive des ménages et de leur résilience aux chocs.

La première sous-composante financera (a) des transferts monétaires non conditionnels (TMNC) ciblant les ménages pauvres, ainsi que (b) des mesures d'accompagnement encourageant des comportements et des investissements essentiels au développement du capital humain et au renforcement de la capacité productive, en particulier des femmes et des enfants, au sein des ménages. Elle assurera la transition des bénéficiaires de TMU vers des transferts monétaires non conditionnels et des mesures d'accompagnement, prolongeant ainsi de 18 mois leur participation au Projet. Pour développer les compétences financières et accroître la productivité des bénéficiaires, cette sous-composante reprendra par ailleurs les « activités peu contraignantes » (light-touch activités) pour un total de 136 000 ménages (environ 816 000 individus), dont 6 000 ménages à Conakry et 130 000 ménages dans l'intérieur du pays.

La 2^{ème} sous-composante quant à elle financera la conception et la mise en œuvre d'un nouveau programme d'inclusion productive ciblant environ 15 000 ménages sur une base de pilotage. Il s'agira d'un programme d'inclusion financière plus solide visant à développer les compétences financières et accroître la productivité des bénéficiaires afin d'augmenter leur revenu au-delà de la participation dans le projet. Le programme comprendrait également la conduite d'études de marché pour identifier les principaux obstacles à la productivité locale, ainsi que l'élaboration de formations et de supports de communication en adaptant les bonnes pratiques d'autres pays de la région au contexte national.

- **Composante 3 : Consolidation des systèmes de mise en œuvre de la protection sociale et des données relatives à la pauvreté.**

La Composante 3 vise dans un premier temps à renforcer les capacités de l'ANIES afin de consolider son aptitude à travailler efficacement vers l'inclusion économique et sociale. Elle se fera à travers l'organisation de formations, d'ateliers et l'octroi d'une assistance technique pour la préparation et la mise à jour des documents juridiques et stratégiques de l'ANIES, le cas échéant, mais également d'une assistance technique pour l'élaboration d'une nouvelle politique nationale de protection sociale.

- **Composante 4 : Gestion du projet et suivi et évaluation**

La Composante 4 financera les dépenses liées à l'achat de biens, de travaux, de services de consultants et de tout autre service nécessaire à la gestion quotidienne, à la mise en œuvre et au suivi des activités liées au Projet. Elle couvrira le développement de matériel de communication et de plaidoyer pour l'ANIES et financera le recrutement d'une société fiduciaire chargée des tâches en la matière sur toute la durée du Projet.

Cette Composante soutiendra également l'assistance technique et opérationnelle au Projet, sa coordination, sa planification, le suivi et l'évaluation de ses activités et la mobilisation des citoyens. Elle financera enfin les accords de supervision passés avec des tiers.

- **Composante 5. Réponse urgente éventuelle (ERC)**

Au besoin, cette Composante serait financée par les ressources de dons/crédits non utilisées par d'autres composantes sur demande du Gouvernement à la suite d'une crise ou urgence éligible.

3. DESCRIPTION DES TÂCHES DU COORDONNATEUR DU PROJET

Sous l'autorité directe du Directeur Général de l'ANIES, le Coordonnateur du projet Nafa est responsable de la bonne marche du projet. À ce titre, il est chargé de :

- Coordonner l'ensemble des activités du projet ;
- Assurer la mise en œuvre optimale du projet en termes de qualité, délais et coûts, conformément au Manuel d'exécution du Projet ; et
- Rendre compte de l'ensemble des activités à la Direction Générale de l'ANIES.

Plus spécifiquement, il sera chargé de :

Au niveau de la Direction Générale de l'ANIES

1. Rendre compte de manière hebdomadaire au Directeur Général de l'état de mise en œuvre du projet ainsi que les contraintes rencontrées ;
2. Préparer avec le Directeur Général, les réunions avec le Conseil d'administration et le Comité de pilotage ;
3. Soumettre à l'approbation du Directeur Général toutes les décisions stratégiques en lien avec la mise en œuvre du projet ;
4. Soumettre pour approbation et signature au Directeur Général, tous les contrats avec les parties tierces du projet qui dépassent les seuils définis dans le Manuel des procédures du projet ;

Au niveau de la coordination, y compris avec les parties prenantes

5. Assurer la coordination de toutes les activités du projet, en étant force de proposition, résolvant les problèmes rencontrés par le projet et facilitant le travail des acteurs de mise en œuvre ;
6. Respecter et faire respecter les conditions prévues par les accords de financement avec la Banque mondiale ;
7. Collaborer avec les institutions (nationales et internationales, bailleurs de fonds y compris) qui appuient ou peuvent appuyer la réalisation des objectifs du projet, en étroite collaboration avec la Direction Générale de l'ANIES ;
8. Assurer la communication avec les structures membres du Comité de Pilotage, la Banque mondiale et toute autre structure partie prenante ;
9. Organiser et assurer en lien avec la Direction Générale de l'ANIES le secrétariat des réunions du Comité de Pilotage du projet ;
10. Assurer le suivi des décisions prises par le Comité de Pilotage ;
11. Préparer, appuyer et participer activement aux missions de supervision de la Banque mondiale ;

Au niveau technique

12. Superviser tous les aspects techniques et garantir leur cohérence avec les documents de projet et le Manuel d'exécution du projet adopté par le Comité de Pilotage et approuvé par la Banque mondiale ;
13. Garantir la cohérence, l'efficacité et la pertinence des activités financées par le projet avec les objectifs de développement du projet ;
14. Veiller au développement d'un PTBA détaillé assorti d'un plan de passation de marché et d'un plan de décaissements et assurer un suivi rapproché de sa mise en œuvre par les experts du projet ;
15. Assurer le suivi et le contrôle budgétaire en conformité avec le PTBA approuvé par le Comité de Pilotage et la Banque mondiale ;
16. Organiser la planification du travail du personnel recruté dans le cadre du projet et fixer les objectifs et les priorités ;
17. Faire le suivi des performances du personnel du projet.

Au niveau fiduciaire et sauvegarde environnementale et sociale

18. Superviser la bonne exécution du projet selon les procédures convenues, y compris le suivi des activités de passation de marchés et gestion financière, et des sauvegardes environnementales et sociales ;
19. Veiller au respect strict des procédures d'approvisionnement du projet en biens et services requis ;
20. S'assurer du bon suivi et de l'exécution des contrats passés avec les prestataires et fournisseurs ;
21. Veiller à la bonne utilisation des biens acquis dans le cadre de l'exécution du projet ;
22. Faire respecter les mesures permettant de localiser et d'identifier les équipements acquis par le projet ;
23. Veiller à la production, la qualité et les délais des différents rapports de projet (d'avancement, de suivi, circonstanciels, etc.) conformément au manuel d'exécution du projet et aux accords signés avec la Banque mondiale ;
24. Contrôler, approuver et présenter au Comité de Pilotage et à la Banque mondiale, les budgets prévisionnels, les états financiers annuels du Projet ainsi que les rapports d'activité trimestriels, semestriels et annuels ;
25. S'assurer que les fonds nécessaires à la bonne exécution du projet sont disponibles et renouvelés conformément aux dispositions du manuel d'exécution et ;
26. S'assurer que les rapports des auditeurs sont produits à bonne date et transmis à leurs destinataires aux périodes et dates convenues.

4. QUALIFICATIONS ET EXPERIENCES REQUISES :

Les qualifications et expériences suivantes sont recherchés :

- Être titulaire d'un diplôme universitaire niveau Bac+5 ou supérieur en sciences sociales, économie, droit, gestion et management de projet, travail social, ou disciplines apparentées;
- Avoir une expérience professionnelle d'au moins huit (8) ans, dont au moins cinq (5) ans dans la coordination de la mise en œuvre de projets ou programmes de développement financés par la Banque mondiale, la Banque Africaine de Développement, la Banque Islamique de Développement, le FIDA, ou toute autre partenaire international ;
- Avoir une expérience dans un contexte d'un pays en développement visant l'amélioration des conditions de vie des populations pauvres et vulnérables est un grand atout ;
- Connaissance des procédures de gestion financière et de passation de marchés des projets financés par la Banque mondiale, la Banque Africaine de Développement, ou d'autres partenaires au développement ayant les procédures similaires serait un atout ;
- Avoir une bonne maîtrise des outils informatiques, notamment des logiciels de gestion de projet (Microsoft Project, Visual Project, etc.) et des logiciels courants (Microsoft office, e-mail et autres outils de communication) ;
- Avoir de très bonnes capacités organisationnelles, notamment de gestion du temps et de tâches multiples simultanées, et de capacité d'anticipation ;

- Être capable de travailler sous pression ;
- Avoir de très bonnes aptitudes à la communication orale, écrite et aux relations interpersonnelles ;
- Avoir de forte compétence de leadership et de mobilisation d'équipe ; et
- Historique établie en atteinte de résultats des projets gérés et en intégrité.

5. METHODE DE SELECTION :

Le recrutement du consultant se fera suivant la méthode de Sélection de Consultants Individuels conformément aux dispositions décrites dans le Règlement de Passation de Marchés de la Banque Mondiale pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI), édition septembre 2025.

6. EVALUATION ET CRITÈRES DE PERFORMANCES :

Les performances du Coordonnateur seront évaluées annuellement par le Directeur Général de l'ANIES. Les critères de performance suivants pourraient être utilisés pour évaluer sa performance :

- Respect du chronogramme de réalisation des différentes activités inscrites dans le PTBA ;
- Pourcentage de marchés conclus dans la période de validité des offres ;
- Taux de décaissement du projet par rapport aux objectifs de décaissements fixés ;
- Qualité du suivi des indicateurs de résultats et des indicateurs de développement du projet ;
- Exécution des composantes du Projet aux meilleures conditions d'efficience, d'efficacité, de qualité et dans les délais prévus ;
- Qualité de gestion des relations avec les institutions gouvernementales et non gouvernementales, y compris les points focaux, partenaires techniques et financiers, les consultants et bureaux d'études impliqués dans l'exécution du Projet ;
- Proactivité dans la détection de goulots d'étranglement de nature à entraver la bonne exécution du Projet et à trouver les mesures nécessaires ;
- Qualité et rapidité dans le suivi des mesures de corrections et des décisions prises lors des réunions internes et externes avec les partenaires du Projet ;
- Qualité du climat de travail au sein de l'Équipe d'Exécution du Projet

L'évaluation de performance faite par le Directeur Général sera soumise à l'approbation de la Tutelle avant la requête de non-objection auprès de la Banque mondiale.

7. NATURE ET DUREE DU CONTRAT :

Le contrat du Coordonnateur est une prestation intellectuelle à temps plein et aura une durée initiale n'excédant pas la période d'exécution du PRU-APN.

8. LIEU DE TRAVAIL :

Le poste est basé à Conakry avec des déplacements fréquents à l'intérieur du pays dans les zones d'intervention du projet.

9. DOSSIER À FOURNIR

Le dossier de candidature devra comporter les pièces ci-après :

- Une lettre de manifestation d'intérêt à adresser à Monsieur le Directeur Général de l'ANIES ;
- Un curriculum vitae détaillé, récent et certifié sincère par le candidat
- Une copie du diplôme, une copie des contrats et attestations ou tout autre document attestant les qualifications et expériences acquises par le/la candidat(e)
- Les références des emplois antérieurs et les coordonnés des anciens employeurs.

10. DEPOT DES DOSSIERS DE CANDIDATURES

Les dossiers de candidatures sont à adresser à Monsieur le Directeur Général de l'ANIES, sous pli fermé au plus tard **le mercredi, 15 avril 2026 à 10h30mn** à l'adresse mentionnée ci-dessous et aux heures suivantes.

Direction Générale de l'Agence Nationale d'Inclusion Economique et Sociale (ANIES)

- ❖ Sise au quartier Cameroun, en face de la Station Total, Commune de Dixinn-BP :75-Conakry, République de Guinée
- ❖ Tél : +224 629 00 85 49/ 627 76 66 06/ 628 02 63 76
- ❖ Courriels : nabelamoussa3@yahoo.fr copies à sayon.dambele@anies.gov.gn; binta.yattara@anies.gov.gn ; nabelamoussa82@gmail.com.
- ❖ Du lundi au jeudi : de 8 heures à 17 heures
- ❖ Le vendredi : de 8 heures à 13 heures et 14 heures à 16 heures.

Avec uniquement la mention « RECRUTEMENT D'UN COORDONNATEUR DU PROJET DE RISPOSTE D'URGENCE ET D'APPUI AU PROGRAMME NAFA (PRU-APN) »

Conakry, le 23 mars 2026

Le Directeur Général de l'ANIES

(Signature)
M. Sayon DAMBELÉ


ATTEINDRE 103 MILLIONS DE PERSONNES

Comment SATO fait progresser l'assainissement sûr en Afrique de l'Ouest

A travers l'Afrique de l'Ouest francophone, des millions de personnes vivent encore sans accès à des toilettes sûres, particulièrement dans les communautés rurales, les écoles et les camps de réfugiés. Les conséquences ne sont pas progressives, elles sont immédiates et sévères. Les enfants sont exposés à des maladies évitables. La santé maternelle est compromise. Des communautés entières demeurent vulnérables à des épidémies qui ne devraient plus faire partie de la vie quotidienne. Il ne s'agit pas d'un problème de développement marginal. C'est un défi systémique qui freine les progrès en matière de santé, d'éducation et de développement économique dans toute la région.



Le contexte mondial rend cette réalité encore plus difficile à ignorer. Plus de 3,4 milliards de personnes n'ont pas accès à un service d'assainissement géré en toute sécurité, et 354 millions de personnes pratiquent encore la défécation à l'air libre. L'assainissement non sécurisé est à l'origine de plus de 1/ 000 décès d'enfants chaque jour, dont des milliers en Afrique de l'Ouest. Ces chiffres ne sont pas abstraits, ils représentent des vies bien réelles, des scolarités interrompues, une perte de productivité et des communautés enfermées dans des cycles de maladies évitables et de pauvreté.

Si des décennies d'efforts n'ont pas permis de résoudre ce problème, alors la question n'est pas tant l'ampleur de ce qui est fait, mais la manière dont cela est fait. Trop souvent, l'assainissement a été traité comme un bien public fourni à travers des interventions isolées. Or, il ne se développe pas à grande échelle par des projets ponctuels ou des solutions à court terme. Il atteint l'échelle lorsqu'il devient accessible, abordable et intégré dans des systèmes que les communautés peuvent maintenir durablement bien au-delà de la phase initiale de mise en œuvre.

C'est ici qu'un modèle efficace commence à s'imposer. LIXIL, leader mondial des technologies de l'habitat, à travers sa marque SATO, a déjà touché 103 millions de personnes dans le monde, démontrant que l'innovation portée par le secteur privé peut opérer à l'échelle qu'exige cette crise. A travers l'Afrique de l'Ouest, SATO fournit aux ménages, aux écoles, aux établissements de santé et aux camps de réfugiés des solutions d'assainissement abordables, durables et adaptées aux contextes culturels. Chaque installation réduit directement l'exposition aux ma-

ladies, protège la santé maternelle et infantile, et améliore les pratiques d'hygiène communautaires, générant des bénéfices mesurables en matière de santé et d'éducation.

Samuel Langat, Responsable Afrique, SATO, souligne cette étape majeure : « Cette étape constitue un progrès majeur vers le respect de la dignité et la santé à travers l'Afrique. Grâce au dévouement de notre équipe et de nos partenaires, des milliers de familles ont désormais accès à un assainissement sûr et nous sommes engagés à en atteindre beaucoup plus. »

Ce qui distingue SATO, c'est que l'accès seul ne suffit pas. Les solutions d'assainissement doivent être désirables, abordables et pratiques. Lorsque les populations accordent de la valeur à ce qu'elles utilisent, elles l'entretiennent. Et lorsqu'elles l'entretiennent, les comportements évoluent, non seulement au niveau des ménages, mais à l'échelle de communautés entières. Les ménages qui adoptent les produits SATO deviennent des modèles, inspirant leurs voisins et déclenchant des changements durables, passant de la défécation à l'air libre à des pratiques sûres et dignes.

Les enjeux ne pourraient être plus importants. Les femmes enceintes vivant en milieu rural sont confrontées à des conditions insalubres qui augmentent les risques de blessures et d'infections. Les enfants restent exposés à des maladies d'origine hydrique telles que la diarrhée et le choléra, tandis que la scolarisation des filles pâtit de l'absence d'installations sanitaires sûres et privées. Ces problèmes sont étroitement liés ; l'insalubrité des installations sanitaires nuit simultanément à la santé, à l'éducation, à l'égalité des sexes et à la

stabilité économique.

L'assainissement sûr répond à l'ensemble de ces défis à la fois. Dans les écoles, des toilettes propres permettent aux enfants d'assister régulièrement aux cours, favorisant l'apprentissage et le développement cognitif. Pour les filles, l'accès à des installations sûres constitue souvent la différence entre rester à l'école ou l'abandonner. Un as-



sainissement sécurisé réduit les risques pour la santé maternelle pendant la grossesse et après l'accouchement, protégeant à la fois la mère et l'enfant. Au-delà des résultats mesurables, il restaure la dignité, un impact durable lorsque les solutions sont intégrées aux systèmes communautaires.

La durabilité est au cœur du modèle. Des partenariats avec des fabricants, des importateurs, des ONG, des gouvernements locaux, des agents de santé communautaires, des détaillants et des distributeurs garantissent que les solutions atteignent des populations

souvent exclues des chaînes d'approvisionnement traditionnelles. La formation d'entrepreneurs et de maçons locaux assure la maintenance à long terme, crée des emplois et ancre l'assainissement dans le tissu économique des communautés. Les ménages ne se contentent pas d'adopter des installations/ ils les pérennisent et plaident pour une adoption plus large. C'est l'assainissement comme écosystème, et non comme œuvre de charité.

L'argument économique renforce encore cette nécessité. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) estime que pour chaque dollar investi dans l'assainissement, le retour est d'environ 5,50 dollars, grâce à la réduction des coûts de santé, à l'augmentation de la productivité et à la diminution des décès prématurés (Source : OMS).

Dans les régions où les maladies évitables continuent de freiner le potentiel économique, il ne s'agit pas seulement d'une intervention sanitaire, mais d'un impératif de développement. Les approches fondées sur le marché, qui associent accessibilité financière des produits et entrepreneuriat, créent des systèmes portés par la demande, ca-

plus saines, des écoles plus sécurisées et un avenir plus prometteur tant pour les enfants que pour les mères. Nous restons engagés à atteindre autant de personnes que possibles, foyer par foyer. »

L'expérience de l'Afrique de l'Ouest montre que l'impact à grande échelle exige une approche systémique. L'innovation, la collaboration et l'engagement communautaire ne sont pas facultatifs, ils sont indispensables. Lorsque l'assainissement est produit localement, distribué localement et entretenu localement, il cesse d'être une intervention externe et devient une composante de la vie communautaire. Le changement de comportement s'ancre dans la durée. Les enfants restent scolarisés. Les mères sont protégées. Les communautés s'épanouissent.

Alors que les pays œuvrent pour l'accès universel à l'assainissement dans le cadre de l'Objectif de développement durable/ 6.2, la leçon est claire : faire davantage de la même chose ne suffira pas. Les progrès passent par la mise à l'échelle de solutions éprouvées, leur intégration dans des systèmes fondés sur le marché et l'investissement dans

les capacités locales. Chaque retard a un coût humain, en maladies, en opportunités perdues et en vies limitées. Mais lorsque l'assainissement est traité comme un investissement fondamental, l'impact est décisif.

Amadu Ali Nabe, Responsable du développement commercial, SATO Afrique de l'Ouest, a mis l'accent sur la mission : « Chez SATO, notre mission est de garantir que chaque famille en Afrique de l'Ouest puisse avoir accès à un assainissement sécurisé et digne. Chaque infrastructure que nous installons est bien plus qu'une toilette ; c'est un pas vers des communautés

La santé s'améliore. L'éducation se stabilise. Les économies se renforcent. Et la dignité, longtemps refusée, est restaurée, non pas temporairement, mais durablement.

Pour en savoir plus sur SATO, visitez www.sato.lixil.com.

Source : service communication SATO

GESTION DES ORDURES

Dixinn face aux réalités quotidiennes

Dans la commune de Dixinn, la gestion des déchets ménagers reste un problème majeur. Malgré des opérations de nettoyage et des initiatives locales, l'insalubrité continue de marquer le quotidien des habitants.

Située au cœur de la capitale guinéenne, Dixinn est l'une des zones les plus densément peuplées de Conakry. Cette forte concentration humaine génère une quantité importante de déchets, composés en grande partie de matières organiques mais aussi de plastiques et autres matériaux difficiles à recycler. En saison des pluies, la situation s'aggrave, les ordures s'accumulent rapidement dans les rues et les caniveaux.

Au début du mois de mars 2025, une vaste opération de salubrité a été menée le long des rails et dans plusieurs quartiers insalubres. Des dépotoirs sauvages, notamment à Camayenne, ont été ciblés. Mais ces actions ponctuelles, bien que saluées, peinent à répondre à l'ampleur du problème.

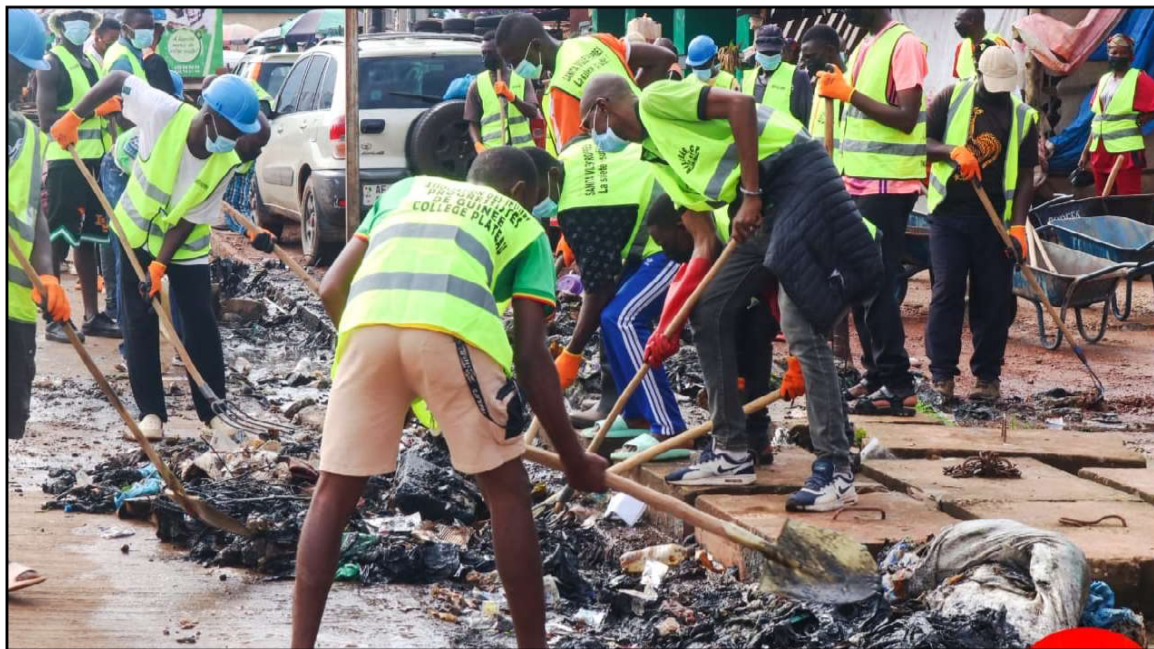
Le système de collecte, assuré par des services publics et des opérateurs privés, reste limité. Dans plusieurs quartiers, les habi-

tants dénoncent une collecte irrégulière, le manque de bacs à ordures et l'éloignement des points de dépôt. Résultat : les déchets s'entassent dans les rues, obstruent les caniveaux et finissent parfois en bordure de mer, avec des conséquences sanitaires importantes.

Des voix citoyennes et municipales

Mabinty Sayon Sylla, mère de quatre enfants à Dixinn Oasis, décrit un quotidien difficile : «/ Chez nous, les ordures sont devenues un problème de tous les jours. Les camions ne passent pas régulièrement et les points de dépôt sont souvent pleins. L'odeur est insupportable et les enfants tombent souvent malades./ »

Du côté des agents de la voirie, le constat est similaire. «/ Nous manquons de moyens. Les camions tombent en panne, et parfois nous travaillons sans équipements adaptés. Le plus



dur, c'est de voir un endroit nettoyé se remplir à nouveau d'ordures dès le lendemain/ », confie l'un d'eux.

Les chefs de quartier, eux, pointent le comportement des habitants. «/ Certains continuent de jeter les déchets dans les caniveaux ou la nuit dans la rue. Nous sensibilisons, mais sans discipline collective, les efforts restent vains/ », explique l'un

d'eux.

Des ONG et partenaires internationaux soutiennent des projets de collecte porte-à-porte et de professionnalisation du secteur. Mais pour de nombreux observateurs, la solution passe aussi par une meilleure sensibilisation des citoyens, un renforcement des infrastructures et une implication accrue des col-

lectivités locales.

Dixinn illustre les défis de la gestion urbaine des déchets à Conakry/ : entre initiatives encourageantes et difficultés persistantes, seule une approche globale et durable pourra transformer durablement le visage de cette commune stratégique.

Ibrahima Sory Bangoura
Photo: Lamine Sylla

CU SANOYAH**Une campagne d'assainissement lancée**

Pour rendre la commune urbaine de Sanoyah propre et dissuader les citoyens de jeter des ordures dans la rue ou sur les emprises, les autorités communales ont lancé, ce lundi 24 mars 2026, une vaste campagne d'assainissement. Celle-ci s'accompagne de sanctions pouvant aller jusqu'à 5 millions de francs guinéens contre les contrevenants.

Dès les premières heures de la matinée, les autorités communales, en particulier la dynamique GMD de Sanoyah — initiatrice de l'opération — se sont mobilisées pour donner une nouvelle image à la commune. Les équipes ont commencé par déguerpier les femmes revenues après les précédentes opérations, avant de s'attaquer aux tas d'ordures. Sur place, les machines étaient à l'œuvre, tandis que des femmes munies de balais nettoyaient les lieux.

Selon Aboubacar Sabari Conté, délégué communal et membre de la dynamique GMD, l'initiative est née d'un constat alarmant : « Nous avons remarqué que des tas d'ordures jonchaient partout, de l'échangeur de 36 jusqu'à la passerelle. Avec mes collaborateurs, nous avons décidé de nous unir pour rendre



Sanoyah propre et attrayante. »

Les déchets proviennent en grande partie des marchés. C'est pourquoi les femmes vendeuses ont été directement associées à la campagne. Aboubacar Sabari Conté précise : « Comme elles sont les

principales productrices d'ordures, leur implication est essentielle. Désormais, elles ne vont plus déverser les déchets sur les emprises. »

Il avertit également les contrevenants : « Toute personne qui s'aventurera à jeter des

ordures sur les emprises sera sanctionnée et devra payer une amende de 5 millions de francs guinéens. »

De son côté, Mariame Soumah, porte-parole des femmes, appelle à une mobilisation générale. « Nous

sommes conscientes que nous produisons beaucoup d'ordures. Il nous revient donc de les ramasser et de les jeter à la poubelle. Nous suivons l'exemple de Monsieur Aboubacar Sabari Conté, qui a pris le balai pour nettoyer. À partir d'aujourd'hui, nous nous engageons à ne plus jeter les ordures sur les emprises », dit-elle.

Elle conclut par un appel citoyen : « J'invite toute la population à faire de même. Une commune sale ne donne pas une belle image et favorise les maladies. Merci à Aboubacar Sabari Conté pour cette initiative. J'informe également la population que, désormais, une amende de 5 millions de francs guinéens sera appliquée à toute personne qui jettera des ordures sur les emprises. »

Balla Yombouno



REPUBLIQUE DE GUINEE
Travail-Justice-Solidarité

MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE
UNITE D'APPUI A LA GESTION ET A LA COORDINATION DES
PROGRAMMES (UAGCP)



Avis d'Appel d'Offres pour un Marché à Bon de Commande

1. L'Unité d'Appui à la Gestion et à la Coordination des Programmes (UAGCP) du ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique, lance un avis Appel d'offres national **N°006/2026/F/AON/FM-GAVI/UAGCP** relatif à un contrat cadre à bons de commande pour la fourniture et livraison de matériel, équipements et consommables informatiques au profit de l'UAGCP et des entités de mise en œuvre (EMO)

2. L'Unité d'Appui à la Gestion et à la Coordination des Programmes (UAGCP) du ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique, sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour ce marché en un lot.

3. Le délai de livraison sera déterminé au moment de la commande en fonction des quantités.

4. Ce marché est un contrat-cadre pluri-attributaires sans minimum ni maximum, conformément à l'article 47 du code de passation des marchés. Le marché sera attribué aux 3 premiers soumissionnaires techniquement conformes et moins chers par rapport au cumul des coûts unitaires. Et les articles sont repartis à chacun suivant qu'il est moins cher par rapport aux autres.

5. Le marché est exécuté pour une durée d'un (1) an renouvelable une fois, sous réserve d'une évaluation positive de la prestation.

6. La participation à cet appel d'offres ouvert tel que défini aux articles 23 et suivants du Code des marchés publics guinéens concerne tous les candidats éligibles et remplissant les conditions définies dans le présent Dossier d'Appel d'Offres Ouvert et qui ne sont pas concernés par un des cas d'inéligibilité prévus à l'article 64 du Code des Marchés Publics.

7. Le DAO peut être retiré par les candidats soumissionnaires, à partir du 30/03/2026 au Service de Passation des Marchés de l'UAGCP, sis au 3e étage de l'immeuble Palm résidence Camayenne, corniche nord, à côté de la clinique Ambroise Paré, sur présentation d'un bordereau de versement de cinq cent mille (500 000) Francs Guinéens non remboursables payé comme suit :

- 50% dans le compte du trésor public à la Banque Centrale de la République de Guinée ;
- 30% dans le compte de l'ARMP à la Banque Centrale de la République de Guinée ;
- 20% sur le compte N° 7308051300/GNF, intitulée « COMPTE OPERATIONNEL GAVI UAGCP », ouvert à ECOBANK.

8. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations par mail **du lundi au vendredi entre 8 heures 30 minutes à 16 heures 30 minutes TU** auprès :

Contact Email : tenders.uagcp@gmail.com cc : mickacamara1@yahoo.fr
Tel :), mmuteba@2ac.fr, **Tel RSPM :** 624 07 77 77.

Les candidats peuvent adresser des demandes de clarification à l'autorité contractante jusqu'au **13/04/2026**.

Les réponses aux demandes de clarifications seront envoyées à tous les candidats au plus tard **16/04/2026**.

9. Les exigences en matière de qualifications sont dans le paragraphe « Données particulières de l'appel d'offres ».

10. Le présent appel d'offres fait référence aux marges de préférences prévues par les articles 78 et 79 du Code des marchés publics.

11. L'offres doit être rédigée en langue française et devra être déposée physiquement **en trois (03) exemplaires dont un (01) original et deux (02) copie au plus tard 30/04/2026 à 10H00 GMT** à l'adresse ci-après : **sis au 3e étage de l'immeuble PALM RESIDENCE CAMAYENNE, sis sur la corniche nord de Camayenne, près de la clinique Ambroise Paré dans la commune de Dixinn.**

Les offres seront ouvertes le **30/04/2026 à 10H30 GMT** en présence des représentants des soumissionnaires qui désirent participer à l'ouverture des plis, à l'adresse susmentionnée.

12. Les offres qui ne parviendront pas aux heures et date ci-dessus indiquées, seront jugées non recevables et retournées sans être ouvertes, aux frais des soumissionnaires concernés.

13. Le critère d'attribution du marché est le prix pour les offres jugées techniquement conformes, conformément aux procédures décrites dans le dossier d'appel d'offres en respect à la loi régissant les marchés publics de Guinée.

14. L'offre devra demeurer valide pendant une durée de 90 jours à compter de la date limite de soumission soit jusqu'au 29/07/2026.

15. L'offre doit Obligatoirement comprendre une garantie de soumission, sous la forme de garantie bancaire conforme modèle annexé au présent dossier d'appel d'offres, d'un montant de dix millions (10 000 000 GNF) francs guinéens.

16. NB : Les garanties de soumission émises par les compagnies d'assurances, institution de micro finance ou encore des chèques certifiés ne seront pas acceptés.

Cette garantie demeurera valide pendant vingt-huit (28) jours après l'expiration de la durée de validité de l'offre (c'est à dire jusqu'au **26/08/2026**). Si le soumissionnaire est un groupement, la garantie de soumission doit obligatoirement être émise au nom du groupement.

17. Les soumissionnaires devront prendre en compte dans la formulation de leurs prix unitaires, les redevances ci-dessous à payer en cas d'attribution du marché :

Lors de la contractualisation :

- Frais d'enregistrement du contrat au service des impôts : 1%

Lors de l'émission de chaque bon de commande

- ARMP : 0.6% de la valeur de la commande
- DGCMP : 0.3 % de la valeur de la commande

Cependant, les contrats seront enregistrés dans ces deux structures et le paiement se fera progressivement suivant les commandes.



Fait à Conakry, le 27/03/2026

Pour l'Autorité Contractante

Dr Timothée GUILAVOGUI

Le Coordonnateur



REPUBLIQUE DE GUINEE
Travail-Justice-Solidarité

MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE
UNITE D'APPUI A LA GESTION ET A LA COORDINATION DES
PROGRAMMES (UAGCP)



Avis d'Appel d'Offres pour un Marché à Bon de Commande

1. L'Unité d'Appui à la Gestion et à la Coordination des Programmes (UAGCP) du ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique, lance un avis Appel d'offres national N°007/2026/F/AON/FM-GAVI/UAGCP relatif à un contrat cadre à bons de commande pour la **fourniture, livraison et installation de mobilier de bureau au profit de l'UAGCP et des Entités de Mise en Œuvre (EMO).**

2. L'Unité d'Appui à la Gestion et à la Coordination des Programmes (UAGCP) du ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique, sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour ce marché.

3. Le délai de livraison sera déterminé au moment de la commande selon les quantités.

4. Ce marché est un contrat-cadre sans minimum ni maximum, conformément à l'article 47 du code de passation des marchés. Le marché sera attribué aux 3 premiers soumissionnaires techniquement conformes et moins chers par rapport au cumul des coûts unitaires. Et les articles sont repartis à chacun suivant qu'il est moins cher par rapport aux autres.

5. Le marché est exécuté pour une durée d'un (1) **an renouvelable une fois, sous réserve d'une évaluation positive de la prestation.**

6. La participation à cet appel d'offres ouvert tel que défini aux articles 23 et suivants du Code des marchés publics guinéens concerne tous les candidats éligibles et remplissant les conditions définies dans le présent Dossier d'Appel d'Offres Ouvert et qui ne sont pas concernés par un des cas d'inéligibilité prévus à l'article 64 du Code des Marchés Publics.

7. Le DAO peut être retiré par les candidats soumissionnaires, à partir du **30/03/2026** au Service de Passation des Marchés de l'UAGCP, sis au 3^e étage de l'immeuble Palm résidence Camayenne, corniche nord, à côté de la clinique Ambroise Paré, sur présentation d'un bordereau de versement de cinq cent mille (500 000) Francs Guinéens non remboursables payé comme suit :

ϕ' 50% dans le compte du trésor public à la Banque Centrale de la République de Guinée ;

ϕ' 30% dans le compte de l'ARMP à la Banque Centrale de la République de Guinée ;

ϕ' 20% sur le compte N° 7308051300/GNF, intitulée « COMPTE OPERATIONNEL GAVI UAGCP », ouvert à ECOBANK.

8. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations par mail **du lundi au vendredi entre 8 heures 30 minutes à 16 heures 30 minutes TU** auprès :

Contact Email : tenders.uagcp@gmail.com cc : mickacamara1@yahoo.fr
Tel :), mmuteba@2ac.fr, **Tel RSPM :** 624 07 77 77.

Les candidats peuvent adresser des demandes de clarification à l'autorité contractante jusqu'au **15/04/2026**.

Les réponses aux demandes de clarifications seront envoyées à tous les candidats au plus tard **17/04/2026**.

9. Les exigences en matière de qualifications sont dans le paragraphe « Données particulières de l'appel d'offres ».

10. Le présent appel d'offres fait référence aux marges de préférences prévues par les articles 78 et 79 du Code des marchés publics.

11. L'offres doit être rédigée en langue française et devra être déposée

physiquement **en trois (03) exemplaires dont un (01) original et deux (02) copie au plus tard 06/05/2026 à 11H00 GMT** à l'adresse ci-après : **sis au 3e étage de l'immeuble PALM RESIDENCE CAMAYENNE, sis sur la corniche nord de Camayenne, près de la clinique Ambroise Paré dans la commune de Dixinn.**

Les offres seront ouvertes le 06/05/2026 à 11H30 GMT en présence des représentants des soumissionnaires qui désirent participer à l'ouverture des plis, à l'adresse susmentionnée.

Les offres qui ne parviendront pas aux heures et date ci-dessus indiquées, seront jugées non recevables et retournées sans être ouvertes, aux frais des soumissionnaires concernés.

12. Le critère d'attribution du marché est le prix, conformément aux procédures décrites dans le Dossier d'appel d'offres en respect à la loi régissant les marchés publics de Guinée.

13. L'offre devra demeurer valide pendant une durée de 90 jours à compter de la date limite de soumission soit jusqu'au 03/08/2026.

14. L'offre doit Obligatoirement comprendre une garantie de soumission, sous la forme de garantie bancaire conforme modèle annexé au présent dossier d'appel d'offres, d'un montant de dix millions (10 000 000 GNF) francs guinéens.

NB : Les garanties de soumission émises par les compagnies d'assurances, institution de micro finance ou encore des chèques certifiés ne seront pas acceptés.

Cette garantie demeurera valide pendant vingt-huit (28) jours après l'expiration de la durée de validité de l'offre (c'est à dire jusqu'au **31/08/2026**). Si le soumissionnaire est un groupement, la garantie de soumission doit obligatoirement être émise au nom du groupement.

15. Les soumissionnaires devront prendre en compte dans la formulation de leurs prix unitaires, les redevances ci-dessous à payer en cas d'attribution du marché :

Lors de la contractualisation :

- Frais d'enregistrement du contrat au service des impôts : 1%

Lors de l'émission de chaque bon de commande

- ARMP : 0.6% de la valeur de la commande

- DGCMP : 0.3 % de la valeur de la commande

Cependant, les contrats seront enregistrés dans ces deux structures et le paiement se fera progressivement suivant les commandes.



Fait à Conakry, le 27/03/2026

Pour l'Autorité Contractante

Dr Timothée GUILAVOGUI

Le Coordonnateur



R/N°...../P/SG/DAF/CCIAG/2026

Conakry, le... 17 MAR 2026

AVIS DE RECRUTEMENT POUR LE POSTE DE CHEF(FE) DE SERVICE APPUI ET PROMOTION DES ENTREPRISES

La Chambre de Commerce, d'industrie et d'Artisanat de Guinée (CCIAG), établissement public à caractère professionnel doté de la personnalité morale ainsi que de l'autonomie financière et de gestion, placé sous la tutelle du Ministère de l'industrie et du Commerce, lance un appel à candidatures pour le recrutement d'un(e) **Chef(fe) De Service Appui Et Promotion Des Entreprises**.

Le siège de la CCIAG est situé à Conakry, et son mandat couvre l'ensemble du territoire national. La mission de la CCIAG inclut la promotion des échanges commerciaux, de la production industrielle et artisanale, ainsi que l'amélioration des relations de coopération avec divers partenaires.

- **Date de lancement** : Lundi 23 mars 2026
- **Date de clôture** : Vendredi 10 avril 2026 à 16h00
- **Type de contrat** : CDD avec possibilité de renouvellement
- **Lieu d'affectation** : Conakry/ Siège National

Poste à pourvoir :

UN(E) CHEF(FE) DE SERVICE APPUI ET PROMOTION DES ENTREPRISES

1. Missions principales

Le/la Chef(fe) de Service Appui et Promotion des Entreprises est chargé(e) de concevoir, coordonner et mettre en œuvre l'ensemble des actions visant à soutenir, accompagner, promouvoir et valoriser les entreprises membres de la **CCIAG**.

Il/elle pilote les dispositifs d'appui technique, les programmes de renforcement des capacités, les initiatives de promotion économique aux niveaux national et international, et contribue à l'amélioration continue des services offerts aux opérateurs économiques.

2. Tâches et responsabilités

- Appui aux entreprises

Concevoir et mettre en œuvre des programmes d'accompagnement (diagnostic, conseil, coaching, facilitation administrative) ;

Organiser et superviser les activités d'appui aux PME et startups ; Identifier les besoins des entreprises et proposer des solutions adaptées ; Assurer le suivi-évaluation des bénéficiaires.

- Promotion économique

Concevoir et piloter des actions de promotion (foires, salons, missions économiques, événements sectoriels, campagnes digitales) ;

Développer des supports de valorisation économique ;

Promouvoir les services de la CCIAG auprès des entreprises et partenaires.

- Gestion de projets (en collaboration avec la direction Stratégie et Partenariat)

Contribuer à l'identification des projets et à la rédaction de TDR;

Contribuer à la recherche des opportunités de financement et de partenariat.

3. Profil recherché

- Bac + 5 en économie, gestion, marketing, développement

économique, commerce international, entrepreneuriat ou domaine équivalent.

Expérience: Minimum sept (07) années d'expérience dans un poste similaire; Une expérience au sein d'une chambre consulaire, d'un projet de développement ou d'une structure d'accompagnement entrepreneurial constitue un atout majeur.

Compétences techniques :

- Bonne connaissance de l'écosystème entrepreneurial guinéen;
- Maîtrise de la gestion de projets et du suivi-évaluation ;
- Compétences en communication institutionnelle et numérique;
- Bonne maîtrise de la langue anglaise (oral et écrit) ;
- Excellentes capacités rédactionnelles ;
- Maîtrise du Pack Office et des outils numériques collaboratifs.

Compétences comportementales

- Leadership et sens de l'organisation ;
- Capacité d'analyse et de prise d'initiative ;
- Sens du service aux entreprises ;
- Diplomatie professionnelle ;
- Rigueur, autonomie et esprit d'équipe.

4. Dossiers de candidature

Les candidats intéressés doivent fournir :

- Une lettre de motivation adressée à Monsieur le Président de la CCIAG;
- Un curriculum vitae détaillé avec deux (2) personnes de référence ;
- Les copies des diplômes et attestations ;
- Tout document justifiant l'expérience professionnelle.

5. Dépôt des candidatures

Les dossiers peuvent être déposés :

Physiquement:

Les candidatures peuvent être déposées physiquement à l'adresse suivante : Sandervalia 5e Avenue, Immeuble Horizon, Commune de Kaloum, BP : 545, Conakry, République de Guinée.

Ou par email à : offres@cciag.org.gn .

NB : Seuls les candidat(e)s présélectionné(e)s seront contacté(e)s pour la suite de la procédure.

Le Président



M. Mamadou BALDE

AID AL-FITR A CONAKRY

Ferveur et fraternité à la Grande Mosquée Fayçal

Le vendredi passé marque la fin du mois béni de Ramadan pour les fidèles musulmans de Guinée et du monde entier, après trente jours de jeûne et de pénitence. À la Grande Mosquée Fayçal de Conakry, la prière collective de l'Aïd al-Fitr, distincte des cinq prières quotidiennes, a réuni des milliers de fidèles. Cet acte de foi, composé de deux rak'ats (unités de prière) dirigées par l'imam, symbolise le regroupement spirituel et l'unité des musulmans.

Dès 8 heures, avant l'appel de l'imam, l'immense mosquée débordait de fidèles vêtus de leurs plus beaux habits. Parmi eux, des personnes vulnérables – aveugles, nécessiteux – imploraient l'aumône auprès des plus aisés.

Deux rak'ats préparatoires précédèrent l'heure propice. L'imam entonna alors « Allahu Akbar » sept fois, suivi de la Fatiha et d'un court verset pour la première rak'at ; puis quatre « Allahu Akbar », la Fatiha et un autre verset pour la seconde. À la fin de la prière, la foule, si dense qu'elle en devenait étouffante, provoqua quelques bousculades et moments de pani-



que. Parents et enfants en pleurs se retrouvaient piégés dans la marée humaine. Mais malgré ce malaise, la prière s'acheva dans le calme et la

ferveur, la multitude se dispersant peu à peu, tandis que certains dévots restaient assis en méditation.

Mme Fatoumata Camara, 45 ans, confie : « Cette prière nous unit comme une famille, après le jeûne. Voir les vulnérables tendre la main m'a touchée ; j'ai donné de bon cœur. J'étais presque étouffée à la sortie, mais la foi nous portait. C'est notre force guinéenne. »

Makalé Dembélé, étudiante, ajoute : « J'ai aimé accomplir cette prière avec ma famille et

mes camarades à la grande mosquée, après un mois de jeûne. Je remercie le Tout-Puissant pour sa grâce. Malgré le petit moment désagréable, la prière était un succès. »

Un moment de foi, de générosité et de fraternité qui illustre la vitalité musulmane en Guinée.

Tahiratou Oularé

FRIA

Les musulmans célèbrent l'Aïd el-Fitr entre prière et partage

À l'image des fidèles musulmans de Guinée et du reste du monde, les populations de Fria ont célébré ce vendredi l'Aïd el-Fitr, marquant la fin du mois saint de Ramadan.



Dans son prêche, le premier imam de Fria, Mohamed Salif Fofana, a exhorté les fidèles à préserver l'élan spirituel acquis durant le mois de Ramadan. Il a rappelé que cette période de jeûne constitue une véritable école de vie, appelée à façonner durablement le comportement du croyant. Insistant sur les vertus cardinales du Ramadan, il a mis en avant la patience face aux épreuves, la solidarité envers les plus démunis et le renforcement de la foi comme fondements d'une société équilibrée. Selon lui, ces valeurs doivent se traduire concrètement dans le quotidien, à travers le respect mutuel, l'assistance aux personnes vulnérables, la sincérité dans les relations et l'attachement aux principes religieux.

L'imam a également appelé à la consolidation des liens sociaux, soulignant que la cohésion communautaire repose sur

l'entraide, le pardon et la tolérance. Il a enfin invité chacun à demeurer constant dans la pratique religieuse, en cultivant la piété au-delà du Ramadan, afin de bâtir une société harmonieuse fondée sur des valeurs morales durables.

Du côté des fidèles, la satisfaction était palpable. Diaby Aissata a exprimé sa joie après un mois de dévotion accompli dans la sérénité. Elle a évoqué la forte mobilisation des femmes dans les mosquées, marquée par des prières collectives et des moments d'intense émotion. Selon elle, cet engagement témoigne de la vitalité de la foi en Guinée et du rôle central de la religion dans la cohésion sociale. Elle a également salué l'accompagnement des chefs de famille durant le mois de Ramadan, formulant des prières pour la santé, la longé-

rité et la réussite des foyers, tout en exprimant l'espoir que les réalités vécues dans les régions soient davantage relayées et prises en compte.

De son côté, Mohamed Sylla a salué l'atmosphère apaisée et l'esprit de fraternité ayant marqué cette célébration. Selon lui, l'Aïd el-Fitr illustre une fois de plus la capacité des communautés à se rassembler au-delà des différences, dans un élan de solidarité et de respect mutuel. Il a souligné que cette cohésion sociale, perceptible dans les lieux de culte, les familles et les quartiers, constitue un socle essentiel pour le développement local. Insistant sur les enjeux de stabilité, il a rappelé que la paix sociale repose avant tout sur l'engagement des citoyens eux-mêmes : « C'est en restant unis et solidaires que nous pouvons préserver la quiétude de notre ville et contribuer au progrès de notre pays », a-t-il déclaré, appelant chacun à devenir un acteur du vivre-ensemble.

Malgré quelques contraintes, la joie de se retrouver en famille et entre proches a largement dominé. À Fria, l'Aïd el-Fitr demeure avant tout un moment privilégié de communion, de partage et de renouveau spirituel.

Mohamed Bangoura

MATCH AMICAL

Guinée 2 - Togo 2

Dans un match amical riche en émotions, le Syli National de Guinée a trouvé en ses deux buteurs du jour les symboles parfaits de son présent et de son avenir : Mamadi Cissé, révélation inattendue, et Serhou Guirassy, valeur sûre et leader offensif.



Mamadi Cissé, l'éclosion d'un talent brut. Il y a des débuts qui marquent. Pour sa première sélection, Mamadi Cissé n'a pas tremblé. Entré alors que la Guinée était menée 2-0, le jeune attaquant a sonné la révolte en réduisant l'écart dans les dernières minutes. Ce but n'est pas anodin : il incarne l'audace, l'insouciance et l'efficacité d'une nouvelle génération prête à bousculer la hiérarchie. En quelques minutes, Cissé s'est imposé sur la scène internationale, rappelant que le vivier guinéen regorge de talents en devenir.

Son sens du placement et son sang-froid devant le but laissent entrevoir un profil d'attaquant moderne, opportuniste et décisif. Une promesse que le Syli devra désormais accompagner.

Serhou Guirassy, l'inévitable patron

Quand la Guinée doute, Guirassy répond présent. Une fois encore, il a endossé son costume de sauveur en inscrivant le but de l'égalisation d'une tête autoritaire en toute fin de match. Habitué des grandes performances en Bundesliga et en Ligue des champions, il confirme après match son statut de leader of-

fensif. Son sens du timing, sa puissance aérienne et son efficacité clinique font de lui une référence incontournable du football guinéen. Avec plus d'une dizaine de buts en sélection et une régularité impressionnante en Europe, il incarne la maturité et l'exigence du haut niveau.

Un passage de témoin symbolique

Ce match nul arraché face au Togo (2-2) n'est pas qu'un simple résultat. Il raconte une histoire : celle d'un football guinéen en transition, entre promesses émergentes et certitudes confirmées.

En l'espace de quelques minutes, les deux hommes ont uni leurs forces pour éviter la défaite et offrir au Syli un scénario porteur d'espoir. Si la Guinée parvient à construire autour de cette complémentarité — jeunesse insouciante et expérience maîtrisée — elle pourrait bien se doter d'une attaque redoutable sur la scène africaine.

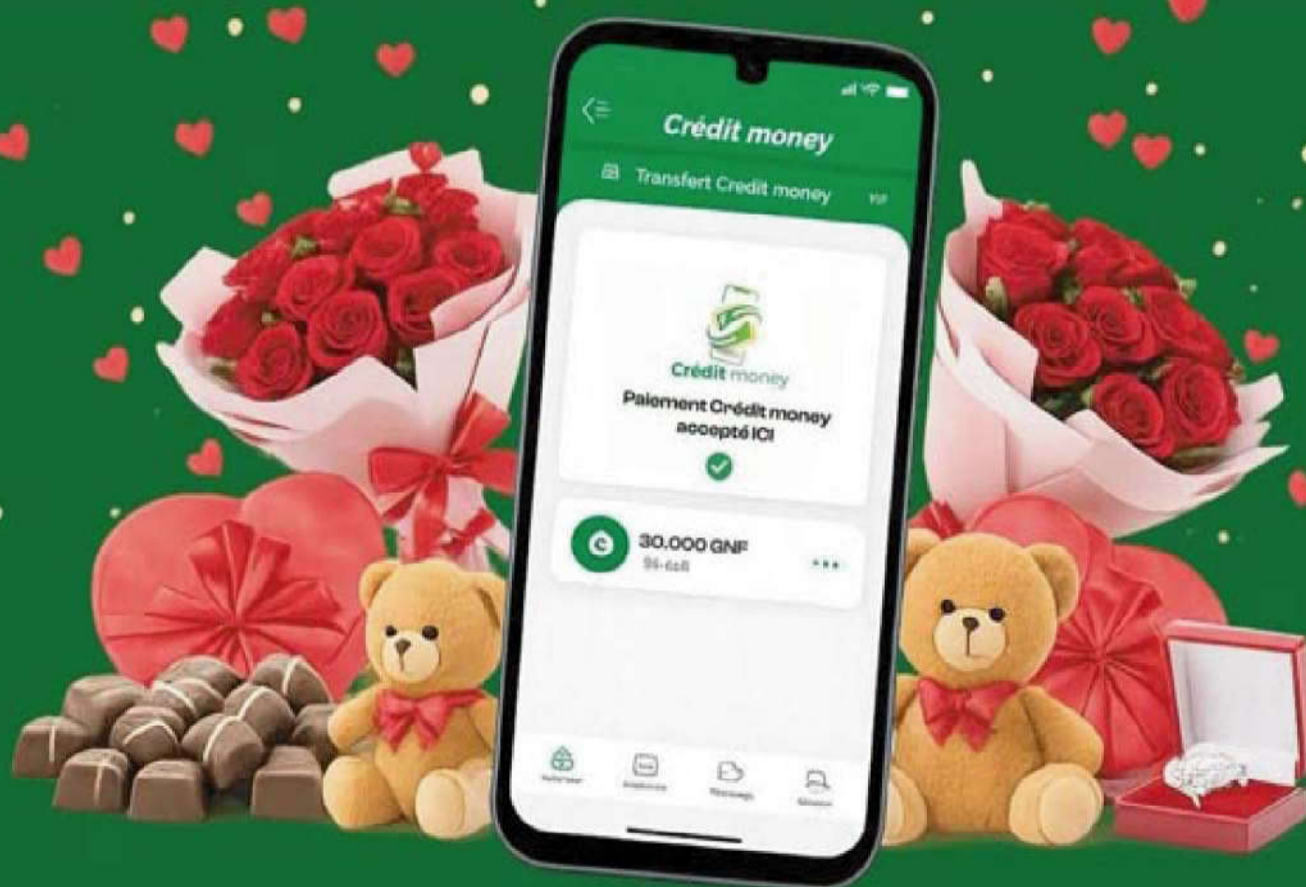
Au-delà des buts, c'est une dynamique qui est née : celle d'un duo capable d'écrire les prochaines pages du football guinéen.

Ibrahima Sory Bangoura



LES MEILLEURS CADEAUX DE SAINT-VALENTIN

**SONT PAYÉS AVEC
CRÉDIT MONEY!**



CREDIT RURAL DE GUINEE

CONTACTEZ- NOUS **626 55 55 55**

Ensemble travaillons pour notre réussite
#Meilleure microfinance 2025

HOROYA
Quotidien national

QHoroya
 Journal Horoya
www.horoya.net.gn

POUR VOS ABONNEMENTS

Siège : Dans l'enceinte de la RTG Boulbinet - Kaloum
Tél: +224 664 633 212 / 623 693 886 - BP : 191 Conakry
E-mail : horoya1958@gmail.com

